Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 1e MARS 1977
N° 388 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission paritaire 56942

AFFAIRE DE BROGLIE

De Ribemont libéré hier

LA VALSE-HÉSITATION CONTINUE

J.-J. S.-S. ET LA RÉFORME

LES CARTES USÉES DU GISCARDISME

En butte à la rivalité et à l'hostilité de plus en plus affirmée de Chirac et du RPR, Giscard est obligé de prendre des initiatives, de trouver des solutions nouvelles. Pour cela, il a Barre dans le domaine économique, mais il lui manquait un «élément dynamique» capable de proposer des réformes spectaculaires : il n'a rien trouvé d'autre que Servan-Schreiber ! En revenir aux vieilles «ficelles» des réformes qui en 74 ont montré leur efficacité, faire appel à un politicien en qui tout le monde voit plus un arriviste que quelqu'un porteur d'un projet un tant soit peu sérieux, voilà où en est arrivé Giscard après 3 ans de pouvoir.

Barre pour «redresser» l'économie, JJSS pour faire des réformes, il est vrai que Giscard n'a guère d'autres solutions pour masquer son vide que d'employer la classique méthode de la bourgeoisie : la répression, l'attaque contre les travailleurs.

JJSS : jamais vraiment assis sur un fauteuil ministériel.

PROCÈS DES DEUX JEUNES DU C.E.S. PAILLERON

LES VRAIS RESPONSABLES NE SONT PAS JUGES

Demain, débutera le procès des deux jeunes qui, en mettant le feu à une corbeille à papier, furent à l'origine de l'incendie qui, en moins de vingt minutes, détruisit le C.E.S. Pailleron, dans le 19e arrondissement de Paris. Vingt personnes dont seize enfants périrent dans cet incendie.

Qui est responsable de leur mort atroce ? Patrick et Marc, deux gosses qui ignoraient les conséquences de leur acte et la présence d'élèves dans le C.E.S. à cette heure de la journée ? —il était 19 h 45— ; ou ceux qui firent construire un établissement n'obéissant à aucune des règles de sécurité, même les plus élémentaires pour des raisons de rentabilité ?

Les deux jeunes vont être jugés, les vrais responsables ne sont pas prêts de l'être.

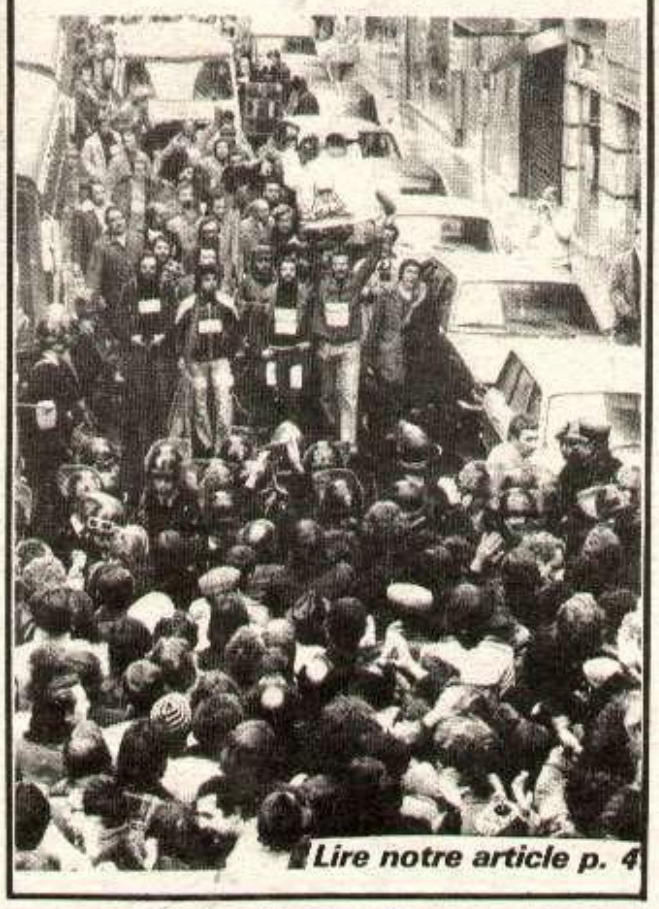
Pour protester contre cette manœuvre de diversion, les avocats de la partie civile ont décidé de renoncer à plaider dans cette affaire qui sera jugée à huis clos, Patrick et Marc étant mineurs, lors des faits.

Lire notre article p. 6

ENCORE UNE INTERVENTION CONTRE LES TRAVAILLEURS

LES GRÉVISTES DE MANIL EXPULSES DE LEUR USINE

Expulsions des usines occupées : il y a eu le «Parisien Libéré», Caron Ozanne, Sercé, Duddefant, Mesnel. Et voilà qu'en 48 H d'intervalle, le même scénario s'est reproduit. A la fonderie de Manil, dans les Ardennes, à Bordeaux, aux textiles St-Joseph. Et ce, comme souvent précédemment, le week-end et de nuit ! Voilà une bourgeoisie qui ne manque pas de courage ! Voilà qui confirme la nature réelle du libéralisme giscardien ! Voilà surtout, qui confirme l'usure de ce pouvoir, n'ayant d'autre réponse à apporter à la colère des travailleurs que la répression systématique !



Lire notre article p. 4

• ESPAGNE :

CONTRE LE MOUVEMENT DE MASSE

L'ÉTAT D'EXCEPTION SE PROLONGE

Voir p.7

• TCHÉCOSLOVAQUIE :

intégration économique et normalisation politique

Voir p.12

Comment remplir les déclarations de revenus

Voir p.9

POLITIQUE

écologie et municipales -2

Par Jean-Paul GAY

CE QU'ILS DISENT...

Au sein des listes «Paris Écologie», seuls quelques uns étaient partisans de se désister au second tour en faveur des candidats de la gauche. La position adoptée a donc été le refus de se désister. S'ils atteignent la barre des 12,5 % des voix au premier tour, les candidats écologistes se maintiendront au second tour ; s'ils n'atteignent pas ce score, ils n'appelleront pas à Paris, entre les deux tours, à voter pour un candidat qui se maintient. C'est en tout cas ce que nous ont affirmé les militants et les responsables des associations regroupées dans le cartel électoral «Paris Écologie» et qui estiment qu'en l'absence de candidats écologiques dans une circonscription au second tour, leurs électeurs du premier tour, dans leur majorité, soit s'abstiendront, soit voteront pour la gauche.

Brice Lalonde était au PSU jusqu'en novembre 76, Jean-Claude Delarue, responsable de la «fédération des usagers des transports», a été au PS jusqu'à l'année dernière. Parmi les responsables des associations de «Paris-Écologie», la proportion d'«anciens» du PSU et du PS, est notable, elle l'est beaucoup moins parmi la masse des militants, notamment les jeunes des «amis de la terre». L'«autogestion», la «municipalisation» de divers services, le «pouvoir à la base» dans la mesure où il passe sous silence la question de qui détient le pouvoir central sont autant de points sur lesquels les militants écologistes et des partis tels que le PS ou le PSU peuvent se rencontrer. Les militants écologistes appartiennent encore le plus souvent à des couches sociales petites-bourgeoises, plus sensibles de par leur rapport à la production, aux problèmes du cadre de vie extérieur au lieu de travail lui-même ; les partis réformistes espèrent de ce fait les rallier à eux. Encore faut-il qu'ils acceptent de se faire «récupérer» mais nombre d'entre eux, estiment toutefois que les partis de gauche, pas plus que les partis de droite n'apportent de réponse aux questions qu'ils posent.

INTERVIEW D'ALAIN HERVÉ

Alain Hervé a 44 ans. C'est lui qui a fondé les «Amis de la Terre» en 1970, à la suite d'une rencontre avec les «friends of the earth» de Washington, qui menaient la lutte contre la construction d'un barrage sur le grand Canyon du Colorado. Acquis à leurs idées, il va lancer le mouvement écologique en France tandis qu'au même moment, Fournier, futur fondateur de la «gueule ouverte», se plonge dans la littérature américaine consacrée à la protection de la nature, et commence à écrire ses premières chroniques écologiques dans «Charlie Hebdo». Aujourd'hui, Alain Hervé, animateur des «Amis de la Terre» est candidat écologique aux municipales dans le 6e arrondissement à Paris.

C'est dans la salle de rédaction du «Sauvage» dont-il est le rédacteur en chef, qu'il nous reçoit. Nous sommes en fait dans les locaux du «*Nouvel Observateur*», et Jean Daniel est aussi le directeur général de ce périodique écologique, tandis que Claude Perdriel en est le directeur de publication. Assurément, ça fait déjà quelques temps que les thèmes du «cadre de vie», de l'«environnement» etc... sont agités par le PS tandis que l'«autogestion» mise en avant par une fraction du PS est un thème cher aux écologistes. Mais l'identité de vues entre eux, est pourtant bien loin d'être totale. Non seulement parce que les écologistes, par exemple, condamnent en bloc l'utilisation de l'énergie nucléaire, alors que Charles Hernu défend la force de frappe, mais aussi parce que généralement les écologistes reprochent au PS d'avoir un projet de société obéissant aux mêmes normes que la société capitaliste actuelle.

«Le PS est aussi en retard que les autres partis, pour les problèmes écologiques», nous dit Alain Hervé partageant le point de vue de Brice Lalonde qui déclarait au *«Nouvel Observateur» : «Les partis de gauche n'arriveront jamais qu'à reproduire le système».*

— Parlez-nous de la lutte que vous menez ?

— Alain Hervé : la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat revêt toujours une grande importance, mais il s'est développé d'autres clivages dans la société, qui sont plus sournois à distinguer mais, sont comparables à des contradictions de classes. Ainsi, 20 % des Parisiens utilisent régulièrement une voiture, alors que 80 % en sont les victimes.

— Comme tous les écologistes, vous êtes partisan d'une limitation de la croissance. N'est-ce pas une justification de l'austérité, une caution de la politique de crise de nos gouvernants ?

— A.H : Le phénomène de la croissance est, je pense, stoppé depuis un an, dans les sociétés occidentales. Avant, avec la domination du Moyen Orient, du Venezuela, le pétrole était pour ainsi dire gratuit. De même pour les matières premières minérales, les produits agricoles avec la monoculture ; comme nous étions en position de force, nous pouvions prendre. Cela a changé.

Ce qu'on appelle la crise c'est la crise d'un système tordu qui arrive en fin de parcours. On ne sortira pas de la crise mais, du système. Le développement de la société industrielle a créé des besoins artificiels de consommation et l'urbanisation outrancière résulte des structures industrielles de la société.

Le PC et le PS sont persuadés que le socialisme ne pourra s'établir que dans le cadre d'un système économique ascendant, avec une croissance importante. C'est ce qu'affirmait Rocard dans une réunion il y a quelques jours. Mais, en réalité, si ce système persiste, on rentre dans une situation de misère. Déjà, il y a 1,3 millions de chômeurs et le déficit de la balance commerciale s'accroit. Les écologistes opposent à cela la prise en compte des ressources réelles afin de compter sur nos propres forces. Le choix est entre la misère d'un système industriel en train de s'effondrer et la répartition des richesses dont nous disposons. Il faut analyser nos capacités, faire l'inventaire de nos ressources : la France dispose de ressources minérales et biologiques considérables. Elle dispose d'un capital agricole énorme, encore faudrait-il changer de méthode, car avec les méthodes agro-industrielles, nous défonçons le sol avec les engins lourds, nous organisons la pollution avec les pesticides et nous pratiquons des monocultures telles que le maïs.

L'expérience chinoise nous apprend beaucoup avec les succès incontestables des communes rurales, succès qui sont : une agriculture diversifiée ; une auto-gestion communale avec la responsabilité, j'insiste sur la notion de responsabilité de tous les membres de la commune ; le principe d'autonomie avec la gestion effectuée non par des experts bombardés d'une université, mais avec des gens formés sur place. Les communes chinoises ont pratiqué en grand, ce qui est unique au monde, le recyclage biologique, en rendant le fumier humain et animal au sol alors que le «tout-à-l'égout» en Europe est un phénomène absurde qui empoisonne les fleuves et la mer. Aujourd'hui on s'interroge car il y a peut être en Chine la tentation de l'«industrie lourde» à tout prix.

— Etes-vous contre le nucléaire en soi ou contre les centrales telles qu'elles sont conçues actuellement,

— A.H : Le nucléaire est mauvais en soi pour un ensemble de raisons : il est très polluant, il présente des risques considérables, il nécessite des efforts de financement colossaux, il a un rendement limité, et il n'est concevable que dans une société très centralisée et hierarchisée. On ne peut pas faire «un peu» de nucléaire : pour le nucléaire, il faut enrichir le combustible, donc construire des centrales, nécessitant des gros investissements, et ainsi de suite. Vu le gigantisme, avec des communes gérées à la base...

— Que pensez-vous de la position de Philippe Saint Marc qui se présente avec d'Ornano ?

— A.H : C'est un défenseur de l'environnement, il a écrit un livre intéressant «socialisation de la nature», il écrivait dans «le Sauvage». Actuellement, il est dans la logique actuelle d'un ministère de l'environnement et des commissions «environnement» dans les partis. Il parle de faire des usines qui ne polluent pas. C'est ridiculement insuffisant. Il refuse de faire une analyse globale.

RENÉ DUMONT, DES «AMIS DE LA TERRE»

«L'écologie c'est un mot simple. Il veut dire que l'homme, comme toutes les espèces vivantes, est inclus dans un milieu qui comprend la nature, les autres espèces vivantes, les autres hommes et qu'il ne peut se permettre de détruire ce milieu sans se détruire lui-même».

INTERVIEW DE BRICE LALONDE

Brice Lalonde a 30 ans. Candidat aux législatives partielles de novembre dans le 5e arrondissement de Paris, il est à nouveau candidat pour les municipales dans le même secteur. Il a été exclu du PSU pour s'être présenté sous l'étiquette «écologiste» et non celle de son parti, en novembre. Il estime que la classe ouvrière s'est fourvoyée dans l'«idéologie de la consommation et l'idéologie productiviste ».

- Entendez vous être un groupe de pression sur les partis pour qu'ils reprennent les points de vue des écologistes, ou avez-vous l'intention de créer un parti ?

B.L : Pas un parti mais, un mouvement. Dans l'état actuel des choses, notre idée est de créer un mouvement politique autonome.

- Comment expliquez-vous que parmi les membres des groupes écologistes, peu sont des ouvriers ? Et comment pensez-vous franchir cet obstacle ?

B.L : Il existe des groupes ouvriers des «Amis de la terre», par exemple à Shell, ou à Pontoise mais, animés par exemple par un instituteur ou un gars très qualifié. Dans ce qui joue, il y a les traditions de la lutte ouvrière, concentrée sur les lieux de travail, et peu à l'extérieur. Il y a toute la perversion productive de la classe ouvrière, liée à l'idéologie de ses représentants. Ce n'est pas en allant à la porte des usines mais, en constituant un mouvement fort qu'on aura un impact dans la classe ouvrière.

Après tout, pourquoi la classe ouvrière aurait-elle un rôle moteur ?.

- Quelle société souhaitez-vous ?

B.L : A partir d'un certain seuil, les techniques arrivent aux effets inverses pour lesquelles elles ont été créées. L'objectif fondamental c'est l'autonomie des communautés, communautés, il faut entendre par là un village, un quartier, une région, etc... Cela dépend de la volonté des gens, qui la constituent. Pour l'instant, il n'y a pas d'autre critère qu'un certain volontarisme. L'autonomie ce n'est pas l'autarcie. Comme nous le disons dans notre programme, nous ne proposons évidemment pas de supprimer tout échange, mais d'aboutir progressivement à ce que chaque communauté soit fondée sur la volonté de ses membres et l'écologie locale, et qu'elle produise au moins la moitié de ce qu'elle consomme.

- Comment entendez-vous y arriver ?

B. L : Nous luttons contre la technocratie comme forme d'exercice du pouvoir. Actuellement, notre tactique c'est de grapiller, de remporter des victoires partielles, par exemple empêcher l'implantation d'une centrale nucléaire. On rejette l'impasse aussi bien de l'électoralisme traditionnel que de l'anti-électoralisme. La conquête de municipalités peut permettre de réaliser certaines choses, nous voulons être des gestionnaires pour réaliser certaines choses dès maintenant, prendre le pouvoir à la base... Evidemment tout cela est ambigu c'est sûr, la réflexion est encore neuve.

«Nous ne pouvons plus faire confiance aux forces politiques traditionnelles»

Ce sont les hommes de la coalition gouvernementale, largement majoritaires au Conseil de Paris, qui ont organisé, imposé le saccage de la ville. Ce sont les mêmes qui vont se présenter devant les électeurs en prétendant «donner la parole aux Parisiens», améliorer les choses, en se piquant même parfois de «préoccupations écologiques». C'est une imposture !

Quant à l'opposition, certes minoritaire au Conseil de Paris, elle s'est cantonnée dans une attitude de dénonciation au coup par coup des gros scandales. Dans la plupart des cas, elle a levé les bras au ciel en disant qu'elle ne pouvait pas faire grand chose : elle a laissé faire ! En outre, les réalisations urbanistes de certaines municipalités de gauche, dans les banlieues notamment, ne nous inspirent guère de confiance sur les capacités de l'opposition à améliorer la situation à Paris».

Déclaration de «Paris Ecologie» liste en compétition avec les listes de tous les autres partis dans les 20 arrondissements de Paris.

POLITIQUE

LECANUET

VERS LE SOCIALO-CENTRISME

Les élections de Paris en donnant l'occasion, la vocation anti-UDR de Lecanuet s'est réveillée hier, pour une attaque en règle contre Chirac, débouchant sur une tentative de rééquilibrage de la majorité. Voici les principaux extraits des déclarations qu'il a faites sur Europe N° 1.
A propos de Chirac :

«Les initiatives de Monsieur Chirac portent atteinte à l'unité de la majorité, et je souhaite qu'il modifie son comportement dans l'avenir. Quelles sont les fautes que j'ai relevées ? Il y en a de nombreuses. D'abord, la manière dont il a quitté le gouvernement. Sa sortie fracassante n'est pas dans la tradition du comportement des anciens ministres. Lorsque s'est posé le problème de l'union nécessaire de la majorité face à l'opposition, nous avons vu assez curieusement Monsieur Chirac refuser de rencontrer Monsieur Barre. Monsieur Chirac a été jusqu'à refuser l'union dans les circonscriptions tenues ou menacées par la gauche. Enfin, Monsieur Chirac s'est aventuré jusqu'à porter des attaques contre le président de la république, quand il parlait «d'incertitude au sommet». Et de reprocher au président du RPR de «se dresser contre le président de la république pour faire une action partisane».

C'est donc un procès en règle qui est instruit par le ministre centriste contre le RPR. On le voit, les récentes déclarations de Chirac demandant que les ministres en exercice restent neutres durant la campagne électorale sont restées sans échos du côté de ses partenaires de la «majorité», aussi bien chez Lecanuet que chez Poniatowski.

«RÉEQUILIBRER» AU DÉTRIMENT DU RPR

L'objectif, désormais ouvertement avoué, est ainsi défini : *«Monsieur Chirac tente de maintenir la prédominance d'un parti qui était le reflet d'une situation passée et qui ne correspond plus aux exigences du présent et de l'avenir». «Il convient de rééquilibrer la majorité pour la rendre plus conforme aux orientations du président de la république, car elle ne l'est pas actuellement».*

Le moyen préféré, plutôt que celui de *«primaires»*, c'est *«le jeu d'un arbitre, du premier ministre, qui définisse un accord entre les différentes formations, et qui aboutisse à ce que les hommes politiques qui se sentent très proches du président de la république soient plus nombreux qu'actuellement dans la majorité».* Barre est ainsi considéré comme l'homme capable de réduire le RPR à la portion congrue, un doute apparaissant quant à l'efficacité dont Giscard lui-même a fait preuve dans ce domaine : *«C'est un problème qui, faute d'avoir été traité, donne lieu aux difficultés présentes».*

OUVERTURE AU PS

Si la place du RPR doit être réduite dans la majorité en revanche, la perspective du ralliement, soit de la totalité du parti socialiste, soit d'une partie, est nettement ouverte : *«La contradiction profonde apparait toujours dans le camp socialiste. Elle apparait aussi entre les communistes et les socialistes. Je crois toujours que l'alliance socialiste et communiste est contre nature».*

Bref, le président des «démocrates sociaux» a évoqué à mots à peine couverts la perspective d'un renversement d'alliances possible, avec le développement des contradictions internes aux deux coalitions actuelles de la scène parlementaire. Depuis longtemps, on pouvait voir se dessiner chez les centristes la tentation d'un gouvernement de centre-gauche à participation socialiste. Leur rôle en marge de la «majorité», puis au sein du gouvernement, n'a cessé d'aller dans ce sens. Aujourd'hui, ils saisissent l'occasion du développement des contradictions entre giscardiens et chiraquiens pour avancer ce projet.

Lecanuet et Anne-Aymone : la nouvelle soupe que prépare les centristes.

A travers la presse révisionniste

VÉRITÉ :

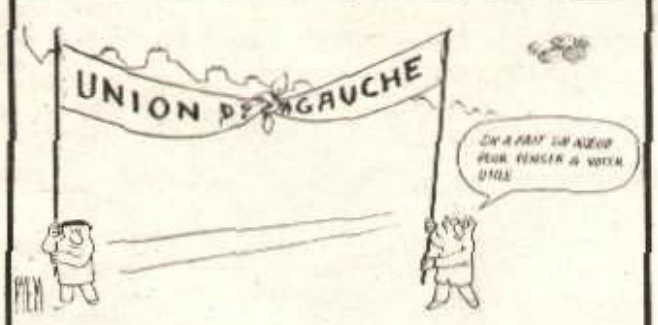
Le «courrier des lecteurs», dans la presse révisionniste, se met à l'heure du XXIIe Congrès. Plus de «démocratie», c'est-à-dire un savant dosage entre les témoignages, les lettres développant les positions du PCF, et, ici ou là, une idée juste qu'il s'agit pour le PCF de combattre. Ainsi, l'«Humanité Dimanche», dans son dernier numéro, publie la lettre d'un couple de *professeurs offusqués par un tract du PCF qu'ils ont* trouvé dans leur boîte aux lettres. Il y a de quoi : inscrit dans le cadre de la campagne «vérité-espoir», ce tract donne comme exemple de misère aujourd'hui le cas... d'un professeur agrégé et de sa femme, bibliothéquaire. Il est vrai que ça se passe à Nîmes, municipalité PCF, mais quand même ! Aux critiques de ce tract, un collègue de ce couple répond qu'effectivement la misère est partout : les ouvriers n'ont pas *«à acheter autant de livres et de disques que nous, intellectuels. Ils n'ont pas les mêmes besoins»* Cette lettre se passe de commentaires !

LES CADRES DE L'ARMÉE FACE DE LA POLITIQUE :

«Le spectacle des scandales financiers et immobiliers dans les milieux politiques dirigeants, le carrièrisme politique effrené, les magouillages sordides sont peu réjouissants».

«Faire de la politique revêt encore un sens péjoratif pour beaucoup ; alors que la politique n'est que dévouement désintéressé à notre peuple».

A qui s'adresse ce discours de V. Etienne dans «France Nouvelle» ? Aux cadres militaires. Au-delà de la fausse naïveté qui consisterait à croire que les cadres *militaires «ne font pas de politique» aujourd'hui, il y a là* une position extrêmement dangereuse et nocive du PCF. Sur quoi s'appuient les fascistes pour établir leurs dictatures militaires ? Exactement sur les mêmes arguments, le dégoût de la politique traditionnelle qu'ont les militaires. Au-delà des grands mots sur la démocratisation de l'armée, il s'agit pour le PCF, et c'est ce qui ressort de l'article, de gagner à son projet les cadres de l'armée, pour faire de celle-ci, comme dans tous les régimes bourgeois, un des piliers de l'État. Les critiques sur la *«standardisation des armements sous égide americaine», «l'abandon de la production nationale d'armements»* ne cherchent-elles pas à montrer qu'il *existe d'autres armées, qu'il y a des pays (de l'Est) où les* militaires *«jouent un rôle politique»* ?



Paru dans «Paris Hebdo», journal du PCF sur Paris, ce dessin de Piem illustre bien l'union de la gauche aujourd'hui : si la légende insiste sur l'union, le dessin décrit une toute autre situation. Il faut d'ailleurs constater que Piem est le dessinateur attitré de l'«unité», journal du PS, même s'il «collabore» par ailleurs au «Figaro» ou aux émissions de Jacques Martin. Ainsi, socialistes et révisionnistes ont la même vision de leur union : que l'un des deux porteurs de la banderole tire trop fort et tout se défait ! De plus, si l'on examine comment a pu se «nouer» cette banderole d'union de la gauche, on devine les contorsions qui ont été nécessaires...

PILLAGE IMPÉRIALISTE

Restructurer l'industrie française dans le sens d'une meilleure compétitivité, être plus compétitif sur le marché international, tels sont, entre autres, les buts du projet politique du PCF. C'est ce qui a été expliqué dans «France Nouvelle» : ce qui est décisif, *«c'est que de tels accords seront signés à partir d'une position plus forte pour la France».* Et quels accords ? *«Certes des possibilités considérables existent avec les pays socialistes, mais il n'y a pas qu'eux. De nombreux accords peuvent être passés avec les pays sous-développés (...) la suppression du gaspillage d'investissement devraient faire de la France un marché stable avec lequel les pays auraient intérêt à signer des accords à long terme. Quant à la France, avec de tels accords, elle serait assurée d'un approvisionnement régulier».* Développer les relations économiques avec le social-impérialisme et ses satellites, améliorer le système politique pour permettre un meilleur pillage des pays du Tiers Monde, voilà exposé clairement les perspectives du PCF.

LA DERNIÈRE SUR L'ÉCOLOGIE

Connaissez-vous la dernière sur l'écologie ? C'est une grande idée, aujourd'hui récupérée par divers courant qui vont de l'extrême gauche à Giscard, mais qui, pendant tout un temps et surtout avant-guerre, était l'apanage de l'extrême-droite. C'est Le Penn qui l'a dit en présentant les listes du Front National sur Paris. Et dans sa détermination écologiste, Le Penn va loin : *«Puisqu'on ne peut pas emmener Paris à la campagne, emmenons la campagne à Paris».* Le programme du Front National semble d'ailleurs s'articuler sur trois points à Paris : *«Création de jardins suspendus au-dessus des voies ferrées»*, répression du crime, des églises pour les intégristes. Quant à la question de savoir quelle sera l'attitude des fascistes du Front National au second tour, Le Penn est prudent : si lors des dernières élections législatives partielles, il avait appelé à voter à gauche *«pour donner une leçon à Giscard»*, il se contente aujourd'hui d'attendre et d'envisager l'abstention. Une abstention qui risque cependant de gêner la droite classique, giscardienne ou chiraquienne.

SAVOIR NAGER

Michel Rousseau est considéré comme le successeur d'Alain Mosconi... en natation. Mais il n'a pas son palmarès. A défaut de résultats sportifs, Rousseau entend bien battre Mosconi, et sur son propre terrain. Si *celui-ci a bien peu de chance de se faire élire sur sa liste* RPR à Paris, Rousseau a choisi un meilleur entraineur : il se présente à Nogent sur Marne, sur une liste RPR aussi, mais avec le maire sortant, Nungesser. Décidément, nos «champions» continuent leurs courses dans les eaux boueuses de la majorité.

En bref... En bref...

• *CONCURRENCE :*
Le «Matin de Paris», dont le premier numéro sort aujourd'hui ne lésine pas sur les moyens publicitaires. Outre les placards d'une page dans un certains nombre d'autres quotidiens, les gens qui achetaient l'«Humanité» ou «Le Monde» à Paris ont eu la surprise de découvrir à l'intérieur un numéro de présentation du «Matin de Paris». Les «chers confrères» n'ont pas apprécié, comme ont peut s'en douter.

• *Strasbourg : deux conseillers RPR furieux, non reconduits sur les listes de Pflimlin, furieux, ont démissionné du RPR.*

• *VIDE*
L'opération «mille mairies» des jeunes giscardiens est terminée. Le bilan en a été tiré par Bussereau, le président de GSL, et Stoléru, dont on ne voit pas ce qu'il faisait là sinon que son «poulain» Maigrat, «l'OS de Peugeot» s'est trouvé une soudaine vocation de jeune giscardien. Le bilan est simple : beaucoup de moyens techniques (un duplex entre plusieurs villes), beaucoup de ministres, beaucoup de grands mots, et beaucoup de chaises vides dans les mairies.

En bref...

POLITIQUE

SERVAN-SCHEIBER ET SA MISSION :

les reformes contre... chirac

Nommé «ministre des réformes» par Giscard au lendemain de son élection en 74 (dans le gouvernement Chirac), «démission» 9 jours plus tard après avoir protesté contre la poursuite des expériences nucléaires, Servan Schreiber revient par une autre porte : le président de la république lui a confié la mission *«de préparer les choix et les propositions de réformes qui peuvent contribuer, à long terme, à la solution des problèmes français»* et ce *«dans les domaines politiques, sociaux, économiques et écologiques»*. Lourde tâche que d'envisager ce qui pourrait aider l'impérialisme français à sortir de sa crise !

Le passé politique de JJSS est à la fois tortueux et fidèle à une ligne directrice : s'opposer aux gaullistes, défendre les positions les plus atlantistes. A sa sortie de Polytechnique, JJSS devient collaborateur de Mendes-France, de 1952 à 1955. Après un passage en Algérie où il se signale par son opposition à la guerre, il fonde l'Express et monte l'opération «monsieur X», destiné à mettre en avant Defferre et une coalition socialo-centriste lors des élections présidentielles de 65 ; il s'agit alors de s'opposer à de Gaulle, principalement au nom du soutien à l'alliance atlantique et à l'exemple américain.

Cet «exemple», Servan Schreiber le vantera dans le «Defi américain», paru en 67. Le rapprochement progressif du PS vers le PCF (et vice-versa) amènera JJSS, après une période où il se consacre au développement de son groupe de presse, à se lancer plus avant dans la voie centriste : c'est au nom des «réformateurs» qu'il se fait élire à Nancy en 70, et qu'il affronte sans succès Chaban à Bordeaux en 72. Président du parti radical après un coup de force, son soutien à la campagne de Giscard en 74 vise surtout à tenter d'éliminer l'UDR.

Ce n'était pas le choix tactique de Giscard à l'époque, qui préférait jouer la carte Chirac contre les «barons» gaullistes. La présence des deux hommes dans un même gouvernement était par trop incompatible, JJSS symbolisant trop le courant de la bourgeoisie antigaulliste. Son hostilité du moment à la politique nucléaire en est un exemple : pourquoi la France aurait-elle besoin d'un armement atomique puisque les Américains sont prêts à la «protéger» ?

Après son départ du gouvernement et la victoire de Chirac, le «soutien critique» de Servan Schreiber sera avant tout un soutien à Giscard, et des critiques à Chirac et à l'UDR. La rupture aujourd'hui consommée entre les deux fractions de la bourgeoisie ne pouvait que ramener JJSS sur le devant de la scène. L'étendue, mais aussi l'imprécision de la mission que lui a confiée Giscard, lui confère certainement d'autres buts que *«d'envisager des réformes»* : même si la politique giscardienne de réforme s'est quelque peu essouflée depuis 2 ans, elle reste l'axe par lequel Giscard espère gagner les élections législatives ; à côté de Barre et de son «plan de redressement», il fallait renouer avec un certain nombre de réformes spectaculaires, ou tout au moins envisager ses réformes.

Qui pouvait être mieux placé que JJSS pour lancer des idées démagogiques en période électorale, et qui pouvait être mieux placé que l'ancien collaborateur de Mendes-France et Defferre pour amorcer un rapprochement entre giscardiens et socialistes ! Comme on le voit, la mission de JJSS s'inscrit bien dans le cadre des rivalités Giscard-Chirac, et des «projets» divergents de la droite.

Nicolas Duvallois

La caravane Mitterrand

Parti soutenir Provo à Roubaix, Mitterrand a fait une halte non prévue à Béthune vendredi soir. Il venait soutenir l'offensive du PS dans cette ville, offensive principalement tournée... contre le PCF. Il faut dire que le torchon brûle à Béthune après la publication par le PS de sa propre liste, où figurent des radicaux, des personnalités, mais pas de PCF. Celui-ci en est réduit à faire une campagne sauvage, collant sur les affiches du PS des papillons «union de la gauche partout». Le PS, quant à lui, met en avant Mekkick, jeune loup du PS, alors que son second, Bel, est le plus grand libraire de Béthune, paye ses employées, des lycéennes au chômage, au SMIC, et dispose du monopole des fournitures scolaires. Krasucki, dont la venue a été annoncée en toute hâte pour faire pendant à la visite de Mitterrand, saura certainement s'en servir entre deux phrases sur l'union.

Ils ne se contrôlent plus

Sa confrontation télévisée avec Fourcade a dû plaire à Marchais. Il est vrai qu'il y avait fourni un numéro parfaitement préparé et qu'il avait pu placer sa propagande. Ce qu'il a d'ailleurs de plus en plus souvent l'occasion de faire à la télé. Pourtant, cela ne lui suffit pas : Marchais propose maintenant un débat avec Raymond Barre, directement ! Le commentaire du premier ministre est venu avant cette proposition : *«monsieur Marchais ne se contrôle plus»*. Entre un qui ne se contrôle plus et l'autre qui ne contrôle que la hausse des prix et le chômage, un tel débat risquerait en effet de manquer de tenue.

LUTTES OUVRIÈRES

MANIL (ARDENNES), TEXTILES ST JOSEPH (BORDEAUX) : ENCORE DEUX INTERVENTIONS POLICIÈRES CONTRE LES TRAVAILLEURS !

Il y a plusieurs jours déjà qu'une ordonnance d'expulsion avait été prise contre les travailleurs de la fonderie Manil, à Viviers-au-Court, dans les Ardennes qui étaient en lutte depuis plus de 15 jours, pour la reconduction d'un accord d'entreprise. Et avant hier soir, un fait semblait laisser prévoir l'imminence de l'expulsion : la décision de la direction, aidée en cela de FO et de la CGC de tenir une *«assemblée»* appelant à reprendre le travail. L'expulsion a effectivement eu lieu : hier dans la nuit, à une heure du matin, deux escadrons de gendarmerie mobilisés pour l'occasion, ont fait évacuer les locaux de l'entreprise ! Le but poursuivi était clair dès hier matin : depuis et ce durant toute la journée, 200 personnes environ travaillent dans les ateliers sous la protection des flics et de la direction. Appelé au téléphone, un délégué CGT nous précisera qui étaient en réalité ces 200 personnes que le patron assimile à des *«ouvriers»*. *«Ce sont surtout des cadres et la maîtrise»*. Seuls quelques ouvriers travaillent. La plupart des 200 jaunes sont syndiqués à FO et à la CGC, qui depuis le début de la grève, étaient à la solde du patron. Après ce coup de force, la direction a clairement fait savoir qu'elle ne négocierait sur rien. Et même *«qu'elle avait été jusqu'au bout de la négociation»* ; une négociation pour le moins musclée mais qui n'étonne pas les travailleurs. Ceux-ci, très vite, nullement découragés, par centaines, se sont alors postés devant les grilles de l'usine, montrant leur volonté de continuer la lutte.

Le coup de force contre les travailleurs de Manil n'est d'ailleurs pas le seul perpétré par la bourgeoisie ces trois derniers jours, puisque, à la fin de la semaine, les travailleurs des établissements textiles St Joseph, à Bordeaux, en lutte contre la restructuration, ont eux aussi été violemment jetés hors des locaux qu'ils occupaient depuis plusieurs mois.

Il s'agissait pour la direction de récupérer un stock de marchandises gardé par les travailleurs comme moyen de pression. Des camions ont enlevé ce stock qui comprenait à la fois des matières premières et des vêtements. Par deux fois, les travailleurs s'étaient opposés à ces déménagements, montrant par là, une rare détermination.

C'est certainement ainsi que la bourgeoisie compte faire taire les travailleurs, étouffer leur volonté de lutte grandissante contre l'austérité et, d'autant plus à l'approche des municipales. En multipliant les expulsions : d'autres en effet se préparent contre les travailleurs de St Gobain dans le Gard, contre ceux du chantier de Gravelines...

BARRE FAIT CONNAITRE SON «PLAN DE SAUVETAGE» :

Eclatement des AUMD Au moins 100 licenciements

Le premier ministre ne pouvait plus guère faire traîner en longueur la publication des «solutions» mijotées à Matignon depuis de longs mois concernant le sort promis aux Aciéries et Usines Métallurgiques de Decazeville (A.U.M.D.). Après la deuxième grande manifestation qui a ponctué, jeudi dernier, une grande journée pour l'emploi à Decazeville, rassemblant 6 000 travailleurs decazevillais et aveyronnais (après les 8 800 participants du 11 janvier), après les incessantes allées et venues des élus locaux (Roques, maire de Decazeville, Robert Fabre, Boscary-Monservin, et autres vieux bibelots radicaux-socialistes du département), Barre a lâché le morceau : un plan de demantèlement qui, malgré les «considérations humaines et sociales» dont il est paré, est avant tout un plan de mort pour l'industrie decazevillaise...

Les AUMD emploient un peu plus de 1 000 ouvriers. Elles étaient la propriété des Charbonnages de France (l'Etat...) et de Creusot-Loire, majoritaire de quelques %.

Première mesure du plan Helmer (du nom du conseiller du premier ministre qui est le co-auteur du projet) : l'éclatement des AUMD. Création de deux sociétés : le secteur sidérurgique reste majoritairement à Creusot-Loire ; le secteur fonderie passe entre les mains des Fonderies de l'Est avec une participation minoritaire de Schlumberger (dont Riboud est le PDG).

Dans chacune de ces sociétés, l'Etat injecte la coquette somme de 14,5 millions de francs lourds pour la première, 10 millions pour la seconde...

Cet **éclatement** des AUMD, c'est ce que redoutaient le plus les travailleurs decazevillais... ET l'apparent «comité de groupe» qui préconise le conseiller du gouvernement (*«une sorte de superstructure qui regrouperait les services communs aux deux sociétés»*) n'est nullement de nature à apaiser leurs craintes que cet éclatement, que réclamait Creusot-Loire à cor et à cri, ne soit le prélude à la mise à mort à terme du complexe métallo-sidérurgique... Que va-t-il advenir en effet de la fonderie considérée aujourd'hui comme «retardataire et non rentable» ?...

Leurs légitimes craintes seront appuyées par le fait que le plan proposé par Helmer est assorti d'un premier wagon d'au moins 100 licenciements !

100 travailleurs promis au chômage pour deux ans, en attendant que *«la situation soit régularisée»*. Dans l'attente, ces «chômeurs temporaires» se voient promettre des aides, des indemnités, et... des stages de formation avec l'intégralité du salaire. Helmer n'a quand même pas pu cacher qu'il faudrait aussi songer à quelques «reconversions», et à quelques déplacements de travailleurs dans d'autres usines Creusot-Loire.

Maintenant à Decazeville, les quelques incertitudes qui planaient encore il y a quelques jours, sont définitivement levées depuis samedi. Les travailleurs se réunissaient hier pour discuter et préparer la réponse à apporter à ces propositions de chômage du gouvernement Barre...

LUTTES OUVRIÈRES

BESANÇON : LES TRAVAILLEURS JUGENT LES CANDIDATS AUX MUNICIPALES

"C'EST BIEN TOUS LES MEMES !"

Kelton : 2 600 salariés en 74, 2 580 en 78. Rodhia : chômage partiel. Lip : 800 travailleurs en lutte.

Besançon : plus de 4 000 chômeurs avec à l'horizon d'autres licenciements, des fermetures d'usines.

Le capitalisme en crise restructure, visant le secteur horloger, préférant implanter des usines en Thaïlande ou à Formose (Kelton), où les travailleurs sont payés 8 à 9 F par jour. Mais voilà aussi ce que refusent les travailleurs de Besançon. A l'heure des élections municipales, les travailleurs de Rhodia, Kelton, Compteurs Schlumberger, Lip, veulent que leurs revendications ne soient pas étouffées, qu'on entende leurs aspirations à conserver ou à obtenir un emploi. Aussi l'UL-CFDT décidait avec eux, d'organiser un meeting sur le thème de l'emploi avec les candidats à la mairie de Besançon : Magnin (droite), Léonard (droite), le sénateur PS Schwindt (liste d'union de la gauche), successeur du maire sortant, Minjoz.

«Un emploi pour tous», «Vivre et travailler au pays», les banderoles tendues derrière la tribune, exprimaient très bien l'aspiration des nombreux travailleurs rassemblés dans la grande salle. Tout d'abord, on notait un absent... Le candidat de droite, Magnin, qui préférait se dérober aux questions des travailleurs, se ridiculisant en invoquant comme excuse d'avoir été prévenu trop tard (un mois avant) ! *«Quelles solutions préconisez-vous ? Quelle garantie offrez-vous aux travailleurs ?»* fut-il demandé aux candidats. Léonard, petit patron d'une usine célèbre pour ses accidents du travail, ne tarda pas à montrer son vrai visage. La solution est pour lui dans *«la paix sociale». «Il faut,* dit-il, *créer le consensus social, cesser les affrontements inutiles».* Et il faut *«restructurer, reconvertir dans le produit fini, avoir la mentalité du produit fini».* Schwindt, lui, rappela qu'il avait déjà participé à un tel débat... mais à l'invitation des chefs d'entreprise. Après avoir noté que les responsables du chômage étaient le gouvernement et le patronat *«qui manquent de vitamines»* tien *«que ce soit moins méchant pour le patronat de Besançon que je connais mieux»*, il donna sa solution : voter Union de la Gauche en 78. *«La municipalité sera aux côtés des travailleurs dans leur lutte».* En envoyant les flics contre eux, comme à Model, dernièrement, en les traînant en justice comme à la CTB en octobre... ? La paix sociale ou attendre 78, voilà les solutions proposées par les deux candidats face au chômage. Ensuite, les travailleurs de Lip firent passer des feuilles dans la salle, ce qui permit de recenser les questions des travailleurs présents. La première question avait trait au CAT (Centre d'Aide par le Travail) dont le président est Huot, adjoint et futur adjoint PS. Le CAT, depuis une semaine, est fermé par son comité d'administration et occupé par les travailleurs. Schwindt s'empressait de répondre qu'il s'intéressait beaucoup au sort de ces *«déshérités»*, qu'un rendez-vous pris avec le secrétaire d'Etat, M. Lenoir, pour proposer des conditions de «relance». Léonard se déclara tout à fait d'accord avec cette solution. *«C'est un problème humain, ce n'est pas une question de municipalité socialiste».* Si les deux candidats étaient d'accord, il n'en était pas de même dans la salle. La salle grondait, *«Exploiteur, assassin !»* lançaient les travailleurs du CAT. Une autre question : *«Le maire est président du Conseil d'Administration de l'Hôpital. A l'heure actuelle, sont licenciées des stagiaires avant qu'elles aient terminées leurs mille heures et elles ne peuvent toucher leur indemnité de chômage».* Schwindt et Léonard (c'est un problème humaine) se mirent d'accord pour dire qu'ils attendaient les mille heures avant de licencier. Et Lip ? Quand les travailleurs ne toucheront plus les 90 % ? Schwindt et Léonard (c'est un problème humain) se mirent d'accord pour proposer des solutions : actions envers l'ASSEDIC, formation, aide sociale. Si, au début, l'assemblée était plutôt acquise à Schwindt, le débat fit tomber les illusions de certains sur le candidat de *«gauche».* Et comme le disait un travailleur à la sortie *«C'est bien un peu tous les mêmes».*

Les travailleurs, comme ils ont pu le voir ce soir-là, n'ont rien de bon à attendre de ces élections !

Maire de droite, maire de gauche... les travailleurs bisontins ont compris que les chômeurs devraient rester chômeurs.

Correspondant Besançon

SESCOSEM (ST-ÉGRÈVE) : CONTRE LES LICENCIEMENTS D'OUVRIÈRES SOUS CONTRATS...

PREMIERES INITIATIVES, PREMIERS SUCCES

Le mardi 22 février, la Thomson réunissait à Paris son Comité Central d'Entreprise avec notamment pour mission d'entériner les centaines de licenciements annoncés dans le cadre de la restructuration du secteur «composants électroniques» de Thomson-CSF.

Le même jour, un débrayage était organisé dans les usines d'Aix et de St-Égrève auxquels les travailleurs ont été nombreux à participer.

A St-Égrève (Grenoble), près d'un millier de travailleurs ont été partie prenante des nombreuses discussions fort animées sur le sort promis par les patrons de la Thomson aux O.S. sous contrats dont les premiers devraient partir en ce début de semaine...

Ainsi, des permanences ont été mises en place à l'initiative principalement de la CFDT pour la poursuite du «travail minimum» qui avait été décidé dès l'annonce de la publication du plan de chômage.

Cela ne va pas toujours sans de vives altercations avec les chefs, en particulier certains adhérents à la CGC qui s'en prennent aux OS qui se sont ralliés à cette forme d'action...

Les O.S. sous contrats se sont ensuite réunis ce même mardi 22 février pour envisager leur organisation à l'intérieur de l'usine : elles ont fait un projet de tract qui a ensuite été distribué dans l'usine (voir ci-contre).

Le lendemain 23 février, une centaine d'entre elles ont participé à une manifestation sur l'emploi qui rassemblait plusieurs entreprises grenobloises... Ce sont elles qui, avec beaucoup d'enthousiasme et d'esprit d'offensive, lançaient les slogans comme *«Union, action, n'attendons pas les élections !». «Elle est pourrie la Thomson qui supprime les emplois et réprime les militants !». «Nous voulons vivre et travailler au pays !»* Après la dissolution de la manifestation, elles ont continué de parcourir en cortège les rues du centre ville pour faire connaître largement les plans de chômage de Barre et Dumas, le patron de St Egrève.

C'est ainsi toute une série d'initiatives qui sont prises quotidiennement et qui commencent à donner du fil à retordre aux patrons qui ont convoqué quelques unes de ces O.S. sous contrats pour leur annoncer leur embauche définitive. C'est un premier succès qui a vivement encouragé les travailleuses sous contrats et ceux qui les soutiennent à ne pas fléchir dans la lutte engagée contre les licenciements !

Correspondant Sescosem

LES OUVRIÈRES SOUS CONTRATS A TOUS LES TRAVAILLEURS DE LA SESCOSEM : «IL Y A DU TRAVAIL POUR TOUS A LA SESCOSEM, NOUS VOULONS Y RESTER !»

«Nous tenons à rappeler, car on a tendance à l'oublier, qu'il n'y a pas 125 licenciements mais 349.

La différence, c'est 209 CDD et 15 intérimaires que la direction ne considère pas comme des travailleurs à part entière et dont elle se débarrasse quand elle n'en a plus besoin.

Les 125 licenciements sont annoncés pour le mois d'avril, mais c'est dès la semaine prochaine que les premiers contrats arrivent à échéance :

- 15 CDD arrivent à un an de contrat entre le 1er mars et le 31 mars

- 30 CDD arrivent à six mois de contrat entre le 1er et le 31 mars.

La direction est claire : les contrats d'un an ne seront pas gardés, quant à ceux de six mois, elle n'en parle pas. Nous n'avons aucune garantie qu'ils seront renouvelés ou pas. En nous laissant dans l'incertitude, la direction nous tient, car nous attendons toutes le renouvellement de notre contrat ; en effet, nous avons toutes fait l'expérience du chômage, des files d'attente à l'Agence pour l'Emploi ; nous savons qu'il n'y a plus de travail en usine dans la région, et quand il n'y a rien d'autre, six mois de travail, c'est toujours ça !» (...)

«Nous ne pouvons attendre la décision de l'inspecteur du travail. C'est dès maintenant que nous devons nous battre.

Nous pensons que ce ne sont pas des petits débrayages qui arrêteront le plan Dumas. Il faut que nous soyons tous UNIS pour déjouer les divisions de la direction ; il faut trouver d'autres formes d'action qui fassent mal au patron.

Il y a déjà 19 000 chômeurs dans la région de Grenoble, nous ne voulons pas être les 350 suivants, et n'avoir pour seul avenir que le porte à porte tous les six mois. Il y a du travail pour tous à la Sescosem, nous voulons y rester».

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

PARIS-RHÔNE :

Pour attaque physique contre un travailleur, un nervi condamné à 200F d'amende avec sursis !

Novembre 76 : avec ceux d'Air France, Sovirel, les travailleurs de l'usine Paris-Rhône, à Lyon partaient à leur tour à la bataille, refusant la politique de crise instaurée par la bourgeoisie. Une lutte qui sera longue, dure et qui, si elle n'avait pas abouti à l'époque à des résultats revendicatifs, fit mal à la direction. La répression quotidienne contre les grévistes à l'époque le prouvait. La direction embauchait quelques gros bras, barbouzes en tout genre. L'un d'eux attaquait physiquement un délégué CFDT, un des dirigeants de la lutte. Il vient d'être condamné à 200 F d'amende avec sursis (!!) et à 600 F de dommages et intérêts... quinze mois après ! Quand il s'agit de condamner des travailleurs, les peines sont autrement lourdes et autrement plus rapides. Mais qui s'en étonnera ?

En bref... En bref...

• La direction des établissements Papyrus, dans la ville de Tourcoing, dans le Nord, vient d'annoncer qu'elle licencierait très prochainement 70 travailleurs sur 180 que compte l'usine qui est spécialisée dans la transformation de papier. Elle serait contrainte, selon la direction, d'envisager une restructuration. Ce n'est pas l'avis des travailleurs !

• MACHINE OUTILS : ENCORE DES LICENCIEMENTS !

Les travailleurs de plusieurs entreprises de machines-outils sont menacés de licenciement. Ainsi, ceux d'ACMA à Beauchamp où la direction prévoit de réduire les effectifs de 144 travailleurs ; ceux de Berthier à Givors, entreprise spécialisée dans la fabrication de tours verticaux, rachetée par la SNECMA qui prévoit de réduire les horaires de travail sans compensation de salaire et de mettre à la rue pas moins de 500 ouvriers. Enfin, ce sont les travailleurs de l'entreprise Hure, et ce dans quatre entreprises, du groupe en question (fraiseuses) qui sont menacés de 570 licenciements. Pas de licenciements !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

PATRONS POURSUIVIS

Un mandat d'arrêt a été lancé contre Michel Lefèvre, patron d'un holding de Saint-Quentin (Aisne), l'Opisa. Une information a été ouverte pour banqueroute, infraction à la loi sur les sociétés, abus de biens sociaux et abus de confiance. Le patron poursuivi est aussi introuvable que les 50 millions de francs laissés en passif dans son holding qui comptait pour actionnaires entre autres la Caisse des Dépôts, B.P.K., le Crédit du Nord...

• Un autre patron a eu moins de chance, il se retrouve en prison. Il est vrai qu'il a eu affaire à un juge que n'impressionnent pas les titres et les relations. Le juge Charette a en effet inculpé et écroué Pierre Wallet pour banqueroute et infraction à la loi sur le démarchage. Directeur d'une entreprise de volets roulants, Wallet avait laissé un trou d'un million de francs et au cours du démarchage, il percevait à domicile des acomptes sans laissez à ses clients le délai obligatoire de réflexion d'une semaine.

• A Toulouse, le notaire Claverie passe en jugement devant les assises de la Haute Garonne. Il est inculpé d'abus de confiance, faux en écriture authentique et en écriture privée. Il n'a pas fait moins de 271 victimes dont 144 viendront témoigner à la barre. Claverie avait détourné près d'un milliard d'anciens francs, prélevés auprès des clients crédules auxquels il promettait des intérêts mirobolants.

Alain Martinez, 27 ans : l'ouvrier de la S.M.A.P. à Domazan blessé à l'œil par un coup de fusil de chasse tiré par le patron sur les grévistes.

MALGRÉ L'AVIS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La fouille des véhicules se poursuit

Poniatowski ne désarme pas, malgré la décision du Conseil Constitutionnel d'annuler la loi étendant la possibilité de fouille des véhicules, il rappelle à ses hommes par l'intermédiaire du Bulletin d'Information du Ministère de l'Intérieur qu'il demeure de nombreuses possibilités de fouille des véhicules. Parmi les nombreuses possibilités offertes aux forces de police, l'une d'elles mérite particulièrement d'être citée.

«En cas de circonstances exceptionnelles (tels que troubles graves à l'ordre public) les autorités administratives auraient le devoir de prendre les mesures urgentes pour faire face aux événements, sous le contrôle ultérieur du juge de l'excès de pouvoir». Ceci laisse aux préfets la possibilité d'ordonner la fouille des véhicules s'ils l'estiment nécessaire...

Enfin, le Ministère de l'Intérieur garde espoir de faire aboutir une loi autorisant plus largement les fouilles de véhicule, ainsi qu'il l'écrit dans son bulletin : *«Ce sont à la fois l'étendue même des pouvoirs consentis à un trop grand nombre de représentants de l'autorité et l'imprécision des limites de la compétence nouvelle ainsi accordée qui ont amené le Conseil Constitutionnel à se montrer intransigeant. Une formulation plus précise et plus restrictive de la loi permettrait peut-être une solution acceptable dans l'avenir».* Comme l'a annoncé Poniatowski, il y aura probablement bientôt un nouveau projet de loi sur la fouille des véhicules.

Quelques dizaines d'intégristes occupent depuis dimanche l'église Saint Nicolas à Paris 5e, après en avoir expulsé le curé.

Depuis et presque sans discontinuer, les occupants favorables à Mgr Lefèvre et à la messe en latin, célèbrant messes et cérémonies diverses selon l'ancien rite. Dans la seule journée d'hier ils ont célébré trois messes, sans compter les dévotions annexes, le tout en latin !

CES PAILLERON

LES VRAIS RESPONSABLES NE SONT PAS JUGES

Les familles des victimes ont formé une association qui s'est portée partie civile. L'association demande non pas la condamnation des deux mineurs, mais l'analyse des véritables causes de l'incendie et la condamnation des vrais responsables. Les familles des victimes refusant que le procès de Patrick et Marc ne masquent pas les véritables responsabilités ont exigé que leur procès n'ait pas lieu avant celui des autres inculpés : constructeurs, architectes, hauts-fonctionnaires de l'Éducation Nationale. Ils n'ont pas réussi à l'obtenir. Diverses manœuvres ont permis de retarder le jugement des responsables.

DES MANOEUVRES DILATOIRES

Le dossier des inculpés adultes n'a pas encore été envoyé devant la chambre d'accusation. Une première fois, le juge d'instruction chargé de ce dossier a été promu alors qu'il allait clore l'instruction. Et maintenant c'est au tour du procureur d'être promu. Ce qui signifie à chaque fois la remise de l'énorme dossier dans les mains d'un nouveau magistrat qui passera plusieurs semaines à en prendre connaissance. Comment ne pas voir là des manœuvres dilatoires destinées à retarder le plus longtemps possible la comparution de Keyte et Poirier les architectes, Ibar et Lefèvre des sociétés chargées des travaux, May, du Gaz de France, Bouzoum et Raynaud responsables du service construction de l'Éducation Nationale.

DES RESPONSABILITÉS ACCABLANTES

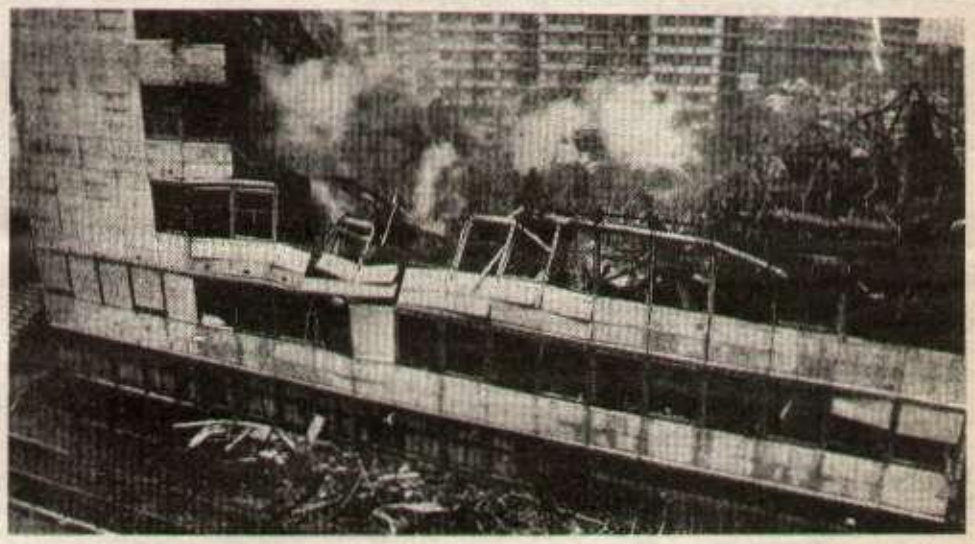
Les responsabilités de ces hommes ont été établies par les experts désignés par le juge d'instruction et par ceux commis par le président du tribunal de grande instance.

En outre un rapport établi par le Sénat met à jour les responsabilités du pouvoir qui pour des raisons de rentabilité a construit des centaines de CES au rabais du type Pailleron et dont certains fonctionnent encore. Cependant ce rapport est demeuré jusqu'à maintenant secret...

Ainsi on va juger deux jeunes qui un soir ont fait une «bêtise» que bien d'autres avaient commis avant eux, alors que les vrais responsables qui ont fait un CES d'une boîte d'allumettes demeurent impunis.

Communiqué des avocats de la partie civile (Extraits)

Les neuf inculpés majeurs responsables de la construction ne sont toujours pas, malgré les assurances données au plus haut niveau, renvoyés devant le tribunal. Les précédents renvois du cas des mineurs, intervenus en juin et en octobre 1976, étaient exclusivement justifiés par la nécessité de lier les deux procès. Or, aujourd'hui, bien que l'instruction soit complètement terminée, tout semble mis en œuvre pour que le procès des majeurs soit reporté à une date indéterminée.



Le 6.2.73, le CES Pailleron était entièrement ravagé par les flammes en 20 minutes.

Exigeons l'acquittement de Marc et Patrick !

(Communiqué)

Le 6.2.73, à 19 h 45, tout le CES Pailleron brûle : 6 jeunes élèves du CES ont mis le feu dans une corbeille à papier d'une des salles de leur école, la croyant déserte. En sept minutes, le bâtiment de 4 étages est ravagé : 20 morts dont 16 écoliers. Pourquoi ?

Ce n'est pas un simple feu dans une corbeille qui aurait pu provoquer une telle catastrophe si le CES avait été construit en dur. Or quel était l'état du CES ? fuite de gaz, chauffage défectueux, murs fissurés («d'un coup de pied, on les enfonçait !», témoigne une lycéenne), *crevasse dans la cour (il a fallu injecter 23 tonnes de béton sous le CES qui s'affaissait).*

De plus, les matériaux utilisés pour les parois intérieures dégageront au bout de 11 minutes d'incendie une chaleur de 1 200° et un gaz mortel !

Quant aux portes, leur résistance au feu était d'à peine deux minutes.

CES : CERCEUIL POUR ENFANTS SCOLARISÉS !

Le mercredi 2 mars s'ouvre le procès de Marc et Patrick, rendus responsables de cette catastrophe par le pouvoir. Mais les assassins ce ne sont ni Patrick ni Marc mais les constructeurs de tels CES. Ce CES était fait de panneaux de plastiques entre deux planches de contreplaqué. En 1972, des chercheurs s'apercevaient que ce processus de construction permettait aux incendies de se développer à une vitesse fulgurante.

Les vrais responsables ? : Raynaud, directeur de l'équipement scolaire, universitaire et sportif au ministère de l'éducation nationale et son successeur ; Legrand qui ont accepté le procédé ; Bouzoud, chef constructeur du service de Paris qui l'a mis en œuvre ; Keyte, architecte qui l'a conçu ; Lefevre, PDG de «constructions modulaires» qui l'a exécuté, etc...

- A bas la loi du profit !
- La sécurité passe avant le profit !
- Exigeons des CES en dur !
- Liberté pour Marc et Patrick !
- La prison pour les vrais responsables.

Rassemblement le 2 mars à 12 h devant le lycée Bergson, 27 rue Edouard Pailleron. Paris 19e (Mo Bolivar)

Des associations de handicapés dénoncent la mendicité publique

Samedi 5 mars, cinq organisations de handicapés : le mouvement de défense des handicapés, la confédération générale des aveugles, sourds, grands infirmes et personnes âgées, le Comité des stagiaires du centre de reclassement professionnel de l'association Valentin Haüy, le Comité des stagiaires du centre général des aveugles en rééducation et le Comité de lutte des handicapés (7, rue de Cambrai, Paris 19e - Tél. 202.45.76) organisent une manifestation à 15 H place de la Madeleine à Paris. Cette manifestation est soutenue par les sections parisiennes de la fédération CFDT de la santé.

Ces organisations protestent contre la journée nationale des handicapés du dimanche 6 mars, et demandent la fin de la «mendicité organisée» qui permet à l'État de laisser les handicapés dans un ghetto.

INTERNATIONAL

TUNISIE : APRÈS LA RÉPRESSION À TUNIS LA SEMAINE DERNIÈRE, LA GRÈVE DES ÉTUDIANTS S'ÉTEND

Après une semaine de mouvements à l'université de Tunis, suivis de violents affrontements avec la police, la plupart des universités tunisiennes ont rejoint le mouvement de grève pour protester contre la répression. Les étudiants de Tunis avaient engagé la semaine dernière un mouvement de lutte contre la sélection, l'absence de libertés syndicales et la présence permanente de vigiles dans les universités.

Le samedi 19, de premiers affrontements avaient eu lieu avec les vigiles. Le lundi après midi, 21 février, 500 étudiants tenaient un meeting au restaurant universitaire, appelant à une mobilisation contre les vigiles. Le même jour, la cité Bardo II, résidence d'étudiants, était investie, par les BOP (brigades d'ordre public) à 23 heures. Une brigade de 200 policiers fait alors la chasse aux étudiants, dans la cafétéria et les salles de travail, les poursuivant jusque dans leurs chambres. Ils font de nombreux blessés, dont 6 assez graves. Un étudiant nommé Bannour Kilami a disparu. Un autre a dû se jeter de la fenêtre de sa chambre et a été hospitalisé dans un état grave.

Dès mardi 22, le mouvement s'étendait à d'autres universités : Sfax, Sousse, Monastir, Gabès.

Jeudi 24, c'est une manifestation de milliers d'étudiants rejoints par des travailleurs qui doit se dérouler à Tunis. Les rues étant quadrillées, les manifestants se déplacent rapidement dans plusieurs quartiers populaires. Des affrontements avec la police ont duré de 11 heures du matin à 15 heures. Les manifestants ont endommagé plusieurs voitures de la police et ont attaqué le centre culturel américain. La police a dû utiliser des chars anti-émeute fournis par les impérialistes français et allemand.

Des dizaines d'arrestations ont été opérées. Treize avaient été maintenues à la fin de la semaine. Le mouvement de grève s'étendait aux autres universités.

DJIBOUTI : DÉBUT DE LA TABLE RONDE

Kamil, président du conseil du gouvernement de Djibouti, qui participe à la table ronde organisée par le ministre des colonies, Stirn a déclaré que la question des cartes d'identité était réglée. Ces cartes d'identité, *qui étaient attribuées arbitrairement* par le pouvoir colonial ont été distribuées pendant ces derniers mois. Mais les conditions dans lesquelles cette distribution s'est faite laissent place à des controverses. En fin de compte, c'est bien le pouvoir colonial qui va organiser le référendum menant à l'indépendance. D'après un texte de la LPAI, qui participe à la table ronde : *«Il n'a été délivré que 32 544 cartes d'identités nouvelles, ce qui porte la population «française» de ce territoire à moins de 150 000 alors que 250 000 au moins y vivent et sont du pays»*

En ce qui concerne l'avenir de Djibouti, Kamil a déclaré : *«Nous sommes un pays qui attend tout de l'extérieur, alors nous n'avons pas la prétention de nous suffire à nous-mêmes et de dire au monde entier : fichez-nous la paix. Donc nous demanderons une coopération sur tous les plans, y compris militaire».* C'est bien le problème de cette «coopération» qui est posé à Djibouti : alors que tout le pays est organisé en fonction de la dépendance coloniale, alors qu'il ne dispose pas d'une armée nationale, et qu'une organisation de libération nationale largement reconnue n'a pu se constituer. L'impérialisme français va tenter de tirer profit de cette situation pour imposer des liens néo-coloniaux.

COMMUNIQUÉ DE L'UNECAS

Dans un communiqué, l'UNECAS condamne la participation à la table ronde organisée par Stirn :

«Face à toutes ces manœuvres, notre peuple ne sera pas dupe et saura distinguer l'indépendance véritable et authentique d'une indépendance néo-coloniale, déjouera toutes les manœuvres du colonialisme et la réaction locale, continuera la lutte pour la réalisation de la Révolution Nationale Populaire et Démocratique, seule solution pour l'anéantissement effectif de la domination étrangère.

L'UNECAS, dont la place est au côté de son peuple dénonce énergiquement les manœuvres sordides de l'impérialisme français et de la réaction locale avec la complicité des régimes des pays voisin (Somali-Ethiopie). Invite toutes les forces anti-impérialistes de par le Monde à condamner les manœuvres criminelles qui se trament sur le dos de notre peuple.

Nous exigeons :

- Le départ immédiat et total des troupes d'occupation étrangère.

- Le démentellement effectif du barrage électrifié et miné.

- La destruction de tout appareil répressif et colonial (justice coloniale, prisons, maisons d'arrêt et de tortures, etc).

- La libération immédiate des prisonniers politiques.

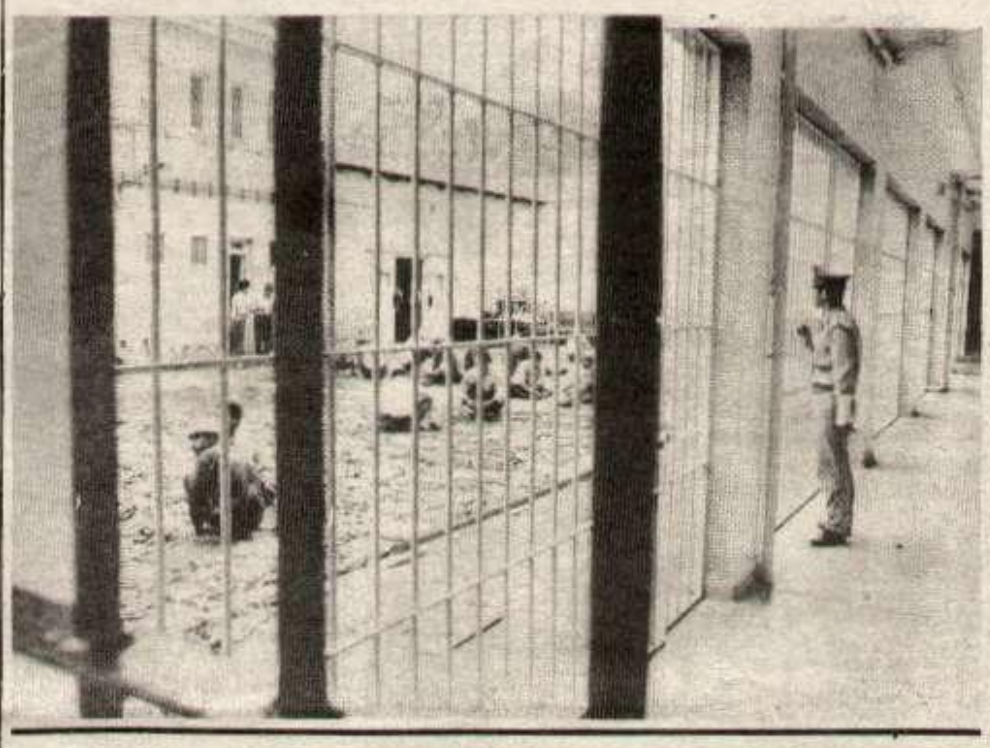
- Intégration de tous les patriotes expulsés.

- Rupture totale de tout lien et accords avec l'impérialisme».

UNECAS
Le Comité Exécutif

REPRISE DE LA GRÈVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS PALESTINIENS

Moins d'un mois après l'arrêt de leur longue grève de la faim, les prisonniers palestiniens ont repris leur mouvement. Au mois de décembre, ils avaient fait la grève pour protester contre les conditions de détention qui sont insupportables, pour exiger le statut de prisonniers de guerre, car ils sont emprisonnés du fait de leur lutte contre l'occupation. Après 45 jours, les autorités sionistes ont fait semblant d'accepter certaines revendications, comme par exemple, de discuter avec les comités de grève que les prisonniers se sont constitués, et avaient fait des promesses sur la satisfaction des revendications des prisonniers. Les prisonniers palestiniens ont alors arrêté leur mouvement. Malgré leur faiblesse, ils étaient déterminés à reprendre leur lutte et cette fois, jusqu'au bout. A peine leur grève terminée, les sionistes ont repris les mêmes méthodes : au lieu de les soigner, ils leur ont donné des fèves comme nourriture pour les rendre malades. Aujourd'hui, ils vivent dans des conditions encore pire, malgré leur lutte et de la mobilisation importante des masses palestiniennes autour des grévistes.



ESPAGNE : L'ÉTAT D'EXCEPTION MAINTENU

Vendredi, le gouvernement de Suarez a décidé de prolonger d'un mois les mesures d'exception. Ces mesures permettent à la police de faire des perquisitions sans autorisation judiciaire et de prolonger la garde à vue à 72 heures. Ces mesures avaient été prises à la fin du mois de janvier après l'assassinat de cinq avocats progressistes puis de trois policiers. Le gouvernement prend pour prétexte le fait que les enquêtes sur ces assassinats et sur les enlèvements de De Oriol et du général Villescusa ne sont pas terminées.

En fait, ces mesures sont principalement dirigées contre le mouvement de masse pour l'amnistie totale. L'état d'exception n'empêche pas ce mouvement de se poursuivre sous des formes adaptées. Une semaine pour l'amnistie a eu lieu au Pays Basque. Des manifestants ont occupé des collèges, des églises et des mairies. Vingt trois maires de Biscaye avaient donné leur accord. En même temps, les manifestations de milliers de paysans de Castille, de Navarre et de Galice pour obtenir le droit de s'organiser librement en syndicat se poursuivait à la fin de la semaine dernière.

SUD LIBAN : NOUVELLES ATTAQUES DES FASCISTES ALLIÉS AUX SIONISTES

Au Sud-Liban, les fascistes alliés des sionistes, équipés et soutenus par eux, ont poursuivi leurs attaques contre les forces patriotiques et la Résistance Palestinienne dont la présence dans la région est garantie par les accords du Caire du 1969. Des combats et des bombardements se sont poursuivis dans le secteur du Bint Jbeil, village frontalier et importante position stratégique détenue par les forces palestiniennes et patriotiques. La ville la plus importante de la région, Nabatieh, a été bombardée par l'artillerie sioniste toute la semaine dernière, l'armée syrienne s'en était retiré à la fin du mois de janvier. La prise de Bint Jbeil permettait aux fascistes libanais de contrôler une zone continue le long de la frontière. Ces combats ont provoqué le départ d'une dizaine de milliers d'habitants de cette zone.

La direction de la Résistance Palestinienne s'est réunie samedi sous la présidence de Yasser Arafat. Selon l'agence WAFA elle a examiné *«la dangereuse situation qui prévaut au Sud-Liban»*. L'agence précise : *«Des mesures ont été prises pour y faire face, notamment la multiplication des démarches politiques»*.

Vendredi Yasser Arafat s'était entretenu de la situation au Sud-Liban avec le président libanais Sarkis et avec le chef des phalanges Gemayel.

KADDOUMI : IL FAUT INSTITUER UN ETAT PALESTINIEN INDÉPENDANT

Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP a déclaré à un journal égyptien que, si la résistance reconnaissait la nécessité de liens de l'Etat palestinien avec la Jordanie, *«Toutefois, il faut instituer un Etat palestinien indépendant qui dispose de sa propre armée».*

ZIMBABWE : UN MILLIER DE JEUNES S'ENGAGE DANS L'ARMÉE POPULAIRE

Le journal mozambicain Noticias rapporte que la semaine dernière plus de mille jeunes ont quitté les lycées de Rhodésie pour s'engager dans la lutte de libération sous la direction de l'armée populaire de libération (ZIPA). Déjà il y a quinze jours plusieurs centaines de lycéens étaient partis au Botswana. Actuellement le régime raciste de Smith ferme un grand nombre d'écoles, dans les régions rurales pour empêcher les jeunes de rejoindre la lutte de libération.

En bref... En bref...

HOLLANDE

Après la reprise du travail suivant le mouvement de grève qui a obtenu une revalorisation de 2 % des salaires, plusieurs centaines de travailleurs de l'industrie chimique ont l'intention de poursuivre le mouvement.

GRANDE-BRETAGNE : POURSUITE DE LA GRÈVE À BRITISH LEYAND

Les 3 000 outilleurs du British Leyland ont décidé samedi, contre l'avis des directions syndicales, de poursuivre leur grève pour leurs revendications, contre le plan d'austérité du gouvernement travailliste.

INTERNATIONAL

En bref... En bref...

PROTESTATIONS DU LAOS CONTRE LES PROVOCATIONS THAILANDAISES

Le ministère des affaires étrangères du Laos a remis vendredi à l'ambassade de Thaïlande une note de protestation contre les provocations armées des autorités thaïlandaises contre la République Démocratique Populaire Lao. Le Laos fait état de quatre provocations de l'armée thaïlandaise aux frontières. Au cours de l'une d'entre elles, trente soldats thaïlandais ont attaqué un village, tuant quatre personnes, en blessant deux, et forçant dix familles à les suivre en Thaïlande. Alors que le Laos et le Cambodge avaient établi des relations normales avec le précédent gouvernement thaïlandais, la junte fasciste qui a pris le pouvoir en septembre dernier n'a cessé de commettre des agressions contre ces deux pays.

CAP VERT : EFFORTS POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Depuis son indépendance, la république du Cap-Vert a fait d'importants efforts pour consolider l'économie nationale en partant du mot d'ordre «Reconstruire le pays à partir de zéro». En juillet 76, la banque coloniale a été nationalisée et une autre nationale créée. Les aéroports, ports et compagnies aériennes et maritimes ont été nationalisées. Du fait du système ancien colonial, un grand retard avait été pris dans l'agriculture. Pour remédier à cela, une grande campagne nationale sur la production agricole a été engagée. Sur des terres incultes, les paysans ont planté du maïs, la canne à sucre, des bananiers et ont construit des ouvrages hydrauliques. La production céréalière a augmenté du double la première année après l'indépendance. Sur le plan de l'industrie, un essor a été donnée aux petites industries : menuiseries, cimenteries, boulangeries, minoteries.

Sur le plan de l'éducation, un réseau d'enseignement primaire a été organisé en ville et à la campagne. Les écoles du soir pour l'alphabétisation ont été ouvertes un peu partout et dans le domaine sanitaire, plusieurs centres médicaux ont été créés à la campagne et dans la montagne.

CHINE-LIBÉRIA OUVERTURE DE RELATIONS DIPLOMATIQUES

Le ministre des affaires étrangères du Libéria a annoncé la semaine dernière l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et le Libéria. Il a déclaré : *«Le Libéria espère avoir avec la Chine une relation qui servira le renforcement de la solidarité du Tiers-Monde et promouvra véritablement la paix, l'amitié et la sécurité internationales».*

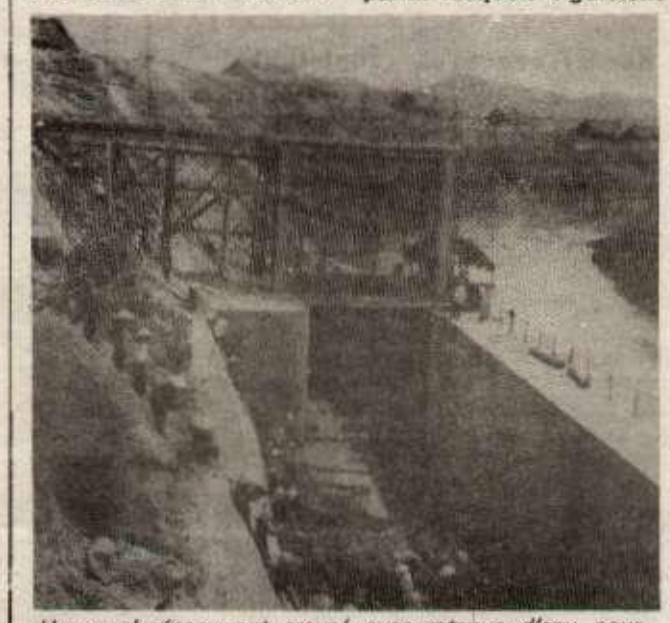
CORÉE DU SUD : RÉPRESSION CONTRE LES ÉTUDIANTS PATRIOTIQUES

Récemment le régime fasciste de Park Chung Hee a sanctionné ou exclu environ 1 200 étudiants de plusieurs universités de Corée du Sud. Ces patriotes avaient dénoncé la dictature et réclamé la réunification pacifique et l'indépendance de la Corée.

NOUVELLES DU VIETNAM

DÉVELOPPEMENT DES TRAVAUX HYDRAULIQUES Á LA CAMPAGNE

Du 27 au 30 janvier s'est tenue à Ho Chi Minh ville une conférence nationale sur l'hydraulique agricole réunissant 300 délégués parmi lesquels figuraient des responsables de comités populaires de provinces et de districts ainsi que des travailleurs qui se sont distingués dans le mouvement pour le développement de l'hydraulique agricole. La conférence a fait le bilan des résultats et des expériences de l'année dernière et a examiné les orientations du mouvement pour 1977.



Un canal récemment creusé avec retenue d'eau pour l'irrigation de 18 000 hectares de rizières et l'approvisionnement de la ville de Vinh.

Le Duan, secrétaire général du Parti Communiste du Vietnam a déclaré «Dans le deuxième plan quinquennal 1976-1980, la production agricole occupe le premier plan, et dans la production agricole, l'hydraulique agricole constitue une mesure primordiale... En organisant de grands chantiers avec la main d'œuvre artisanale, nous pouvons construire des ouvrages hydrauliques de grande envergure. Il ne faut pas attendre d'avoir un haut niveau de mécanisation pour le faire, il ne faut pas compter sur la mécanisation pour tarder à faire des ouvrages hydrauliques».

Dans les provinces du Nord, le mouvement a connu un essor sans précédent : il a permis de consolider et d'améliorer les ouvrages existants, ce qui contribue à l'avance de l'agriculture vers la grande production socialiste. Dans les provinces du Sud, le mouvement pour l'hydraulique est devenu un grand mouvement de masse : il a permis d'intensifier la production, d'améliorer les conditions de vie des paysans et d'accélérer l'instauration de nouveaux rapports de production. Vingt cinq millions de journées de travail ont été fournies au cours desquelles on a déplacé 38 millions de mètres cubes, on a aménagé des dizaines de milliers de kilomètres de canaux et de digues, ce qui a permis d'irriguer 365 000 hectares pour la récolte du printemps 480 000 pour la deuxième et 1 600 000 pour la troisième. En 1977, les travaux d'irrigation doivent concerner des superficies de 15 à 20 % plus importantes que l'année dernière.

NOUVELLES RÉGIONS ÉCONOMIQUES

Le développement de douze nouvelles zones économiques autour d'Ho Chi Minh ville va permettre de donner du travail à beaucoup de paysans qui avaient été déportés dans la ville par l'ancien régime. Lors de la dernière saison, 1200 hectares ont été défrichés. Soixante dix mille habitants de la ville sont arrivés dans ces zones et développent des productions spécialisées. Sur une trentaine de milliers d'hectares cultivables, d'importantes étendues sont consacrées à la culture exclusive de la canne à sucre et de l'ananas ; dix mille sont réservés au riz et la ceinture verte autour de la ville (six mille hectares) lui fournit 70 % des légumes. Les travaux hydrauliques permettent de mettre en valeur des milliers d'hectares de terres autrefois alcalines.

L'ancien maquis Duong Minh Chau au Nord-Ouest d'Ho Chi Minh ville est devenu avec ses 65 000 hectares et ses 68 000 habitants dont 20 000 venus de la ville, une nouvelle zone économique spécialisée dans la production sucrière. Les habitants ont mis sur pied une ferme d'Etat de 2 000 hectares pour la plantation de canne à sucre, un centre de génétique bovine avec plus de mille bêtes et une station d'insémination artificielle. Une sucrerie, la plus grande, la plus moderne du pays est en construction. Elle pourra presser plus de 4 000 tonnes de canne à sucre par jour ; pour utiliser ses rejets, une papeterie et une fabrique de glutamate seront bientôt construites.

AU SERVICE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE L'INDUSTRIE FRIGORIFIQUE

Le Vietnam possède actuellement une quarantaine d'usines frigorifiques de crevettes dans plusieurs villes et provinces. L'industrie des produits maritimes frigorifiques jouit de conditions favorables : les 3 260 kms de côtes du Vietnam sont baignées de mers abondantes en crevettes, seiches et poissons. Mais l'industrie frigorifique est également rendue nécessaire par le développement de la production des ananas. Favorisé par le climat, ce fruit pousse sur des centaines de milliers d'hectares à travers tout le pays. Pour fournir des équipements à l'industrie du froid, les ouvriers vietnamiens se sont mobilisés. C'est ainsi que l'atelier de montage de l'usine mécanique Long Bien d'Hanoi a sorti l'année dernière un appareil qui peut sortir trois tonnes de glace par jour ; cet atelier a aussi monté un réfrigérateur fonctionnant au charbon de bois, d'une utilisation commode pour les coopératives encore dépourvues d'électricité.

LES AVEUX DE L'AMIRAL GORSHKOV

Alors qu'auparavant l'URSS ne disposait que d'une flotte modeste et de sous-marins avant tout destinés à la défense de ses côtes, aujourd'hui l'URSS impérialiste de Brejnev déploie aux quatre coins du monde une flotte de porte-avions et de sous-marins atomiques qui viole les eaux territoriales et menace les peuples, ainsi qu'une grande quantité de chalutiers qui, tout en pillant les mers sont souvent équipés pour espionner. Déjà l'impérialisme britannique et l'impérialisme US dans leurs périodes d'hégémonie incontestée prétendaient «gouverner les mers». Aujourd'hui le régime de Brejnev affirme ouvertement sa volonté de dominer le monde en affichant les mêmes ambitions.

L'amiral russe Gorshkov vient d'écrire un livre intitulé *«La puissance maritine de l'État»*. Il y théorise avec une brutale franchise la volonté du régime de Brejnev de se servir du contrôle des océans pour menacer les peuples du monde, pour contester partout l'hégémonie de l'autre superpuissance et préparer une nouvelle guerre mondiale. Plus question pour Gorshkov de tracer une quelconque limite à la puissance maritime de l'empire de Brejnev : *«Les États sans puissance navale ont été incapables de maintenir longtemps leur statut de grande puissance»*. Il précise que la puissance maritime doit se mesurer *«au niveau de l'Océan mondial»*. Il affirme clairement les objectifs de cette flotte : *«La puissance constamment croissante de notre flotte assure notre capacité d'exploiter les ressources colossales des mers du monde»*.

Mais il ne s'agit pas seulement d'imposer aux peuples le pillage de l'URSS, Gorshkov montre clairement le rôle de la flotte dans le cadre de la guerre mondiale : ce n'est plus de défense qu'il s'agit mais d'agression. Gorshkov dit : *«La flotte des grandes puissances militaires a maintenant une nouvelle tâche : détruire le potentiel économique et militaire de l'ennemi par un assaut direct sur ses centres industriels vitaux, par des attaques nucléaires venant de la mer»*. Il précise sa pensée en ajoutant : *«C'est l'immensité de l'océan qui est maintenant la dernières sûreté dans le système de défense des États-Unis»*.

Droit de contrôler les mers, droit de les piller, préparation de la guerre mondiale, tels sont les objectifs que l'amiral russe fixe ouvertement à la flotte soviétique. L'affirmation brutale et cynique de ces visées impérialistes que le régime de Brejnev ne dissimule pas, compromet sa politique de duperie qui consiste à se faire passer pour un ami des peuples. Les peuples du monde n'accepteront pas cette logique de pirate.

URSS : GUINZBOURG INCULPÉ

Guinzbourg, opposant au régime de Brejnev qui était responsable du Fonds d'aide aux familles des détenus politiques avait été arrêté pour cette raison. Vendredi, son appartement a été perquisitionné. Il serait inculpé d'«atteinte à la sûreté de l'État» ou de «calomnies anti-soviétiques», ce qui peut lui valoir jusqu'à dix ans de travaux forcés.

D'autre part le médecin Mikhaïl Stern, condamné à huit ans de travaux forcés il y a un an et demi, a été mis au cachot pour avoir décrit ses conditions de détention dans une lettre à sa femme. Celle-ci a commencé une grève de la faim pour protester contre cette mesure disciplinaire

LES INCENDIES DE MOSCOU ACCIDENTS, ATTENTATS OU PROVOCATIONS ?

La version officielle qui continue à être donnée sur l'incendie de l'hôtel Rossia est toujours la même : il s'agit d'un incendie accidentel dû à un court-circuit dans une cage d'ascenseur. Mais officieusement, le pouvoir laisse dire aux journalistes en poste que des témoins ont vu plusieurs foyers prendre en même temps, ceux-ci parlant même d'explosions de bombes. Le deuxième incendie, qui semble une coïncidence curieuse a pris dans les combles du ministère de la marine marchande, proche des bâtiments du KGB, la police politique. On parlait même hier d'un troisième incendie au Goum, le grand magasin de Moscou.

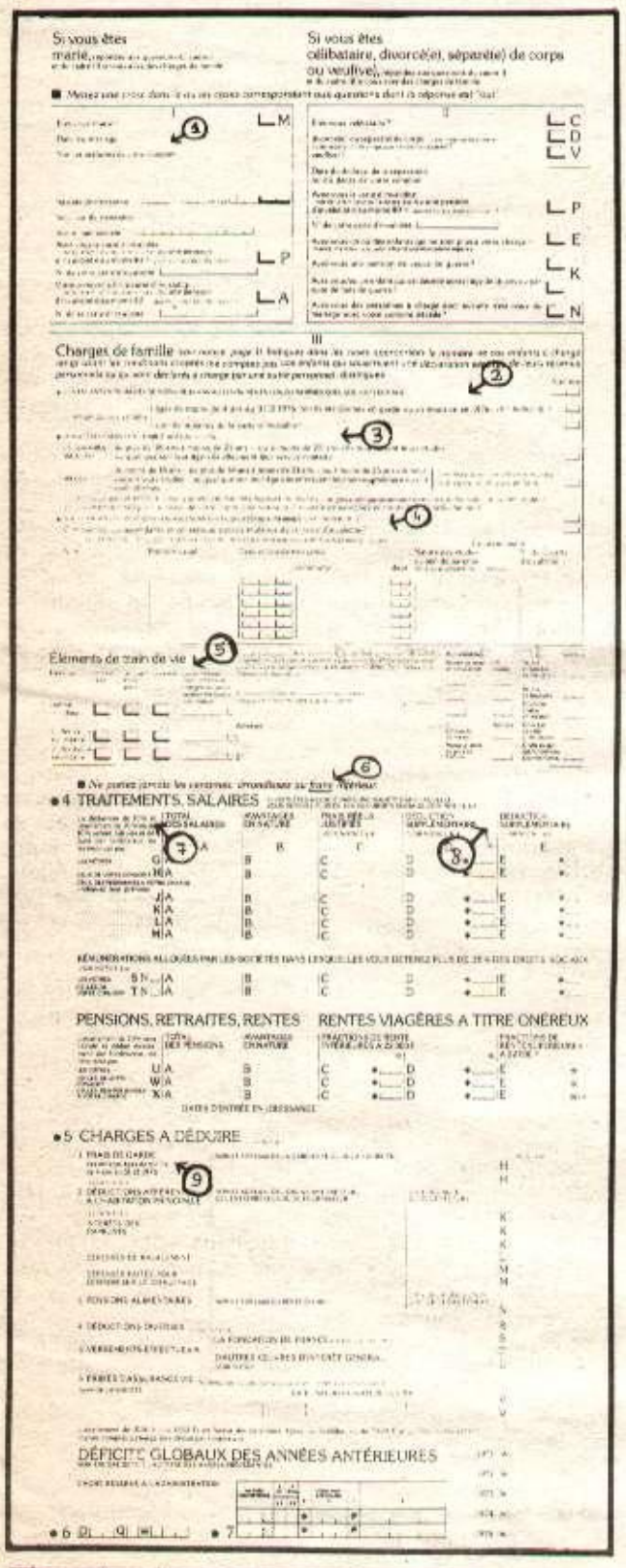
• Vous devez expédier votre déclaration à l'inspecteur des impôts du lieu de votre domicile (au 1er janvier 1977) avant le 3 mars 1977.

Un retard peut occasionner une amende de 25 F (ne pas confondre avec les 10 % de pénalité pour retard de paiement)

• Conservez un double de votre déclaration pendant cinq ans.

• Cette année, ne sont pas imposables : Les salariés et retraités dont le revenu après déduction des 10 % (mais avant la déduction de 20 %) ne dépasse pas 13 800 F (ou 15 100 F pour les personnes agées de plus de 65 ans.

COMMENT REMPLIR LA DECLARATION DE REVENUS



1— SITUATION

• La situation de famille à déclarer est celle qui existait au 1er janvier 1976

• Si un événement familial au cours de l'année 1976 (naissance ou mariage) augmente votre nombre de parts, vous pouvez déclarer la situation au 31 décembre 1976.

• En cas de mariage au cours de l'année 1976, il faut souscrire deux déclarations distinctes, chaque époux bénéficiant du nombre de parts total du ménage (2 parts s'ils n'ont pas d'enfant). Le mari déclare le total de ses revenus et de ceux touchés par sa femme entre la date du mariage et la fin de l'année 1976.

La femme déclare ses propres revenus du début 1976 jusqu'à la date du mariage.

2—3— ENFANTS

• L'enfant mineur, c'est-à-dire âgé de moins de 18 ans au 1er janvier 1976, est considéré comme à charge et donc même s'il est salarié, déclaré par son père. Il est possible de le déclarer séparément : faire une demande, jointe à la déclaration. Pour savoir quel est le plus avantageux, calculer les impôts dans les deux cas, à l'aide du barême ci-dessous.

• L'enfant majeur, c'est-à-dire âgé de plus de 18 ans au 1er janvier 1976 doit normalement souscrire une déclaration séparée pour ses propres revenus. Il peut cependant, s'il a moins de 21 ans, ou s'il a moins de 25 ans et est étudiant, ou s'il effectue son service militaire, figurer sur la déclaration des parents, avec ses revenus éventuels : faire une demande jointe à la déclaration. Pour choisir, calculer les impôts dans les deux cas, et prendre le plus avantageux.

4— ASCENDANTS

Vous pouvez inscrire vos ascendants sur votre déclaration. Vérifiez si c'est plus avantageux qu'une déclaration séparée. Dans ce dernier cas, vous pouvez déduire de votre revenu l'aide fournie à vos ascendants, dans la rubrique pension alimentaire (pas de justification jusqu'à 5 764 F par parent aidé).

Par contre, les ascendants doivent rajouter cette pension reçue à leur déclaration.

5— TRAIN DE VIE

Il est obligatoire de remplir cette partie. Mais cela sert essentiellement à depister les fraudeurs fortunés d'après leur éléments de fortune. Cela ne peut être utilisé contre les salariés tombés au chômage en 1976.

6— ARRONDISSEZ AU FRANC

Sinon l'ordinateur comptera les centimes comme des francs (il ne tient pas compte de la virgule).

7— DÉDUCTION FORFAITAIRE DE 10 %

Tous les salariés ont droit à cette déduction.

Cette année le montant de cette déduction ne peut être inférieur à 1 500 F.

Cette disposition s'applique séparément au salaire du chef de famille, à celui de son conjoint et depuis cette année aux personnes à charge imposées au nom du chef de famille.

8— DÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES

Les professions suivantes peuvent déduire en plus des 10 %, les pourcentages suivants :

- certains chauffeurs et convoyeurs (+ 20 %)
- les salaires des chantiers du BTP, y compris les stagiaires FPA du BTP (+ 10 %)
- les ouvriers d'imprimerie de journaux travaillant la nuit (+ 5 %)
- les mineurs de fond (+ 10 %), etc..

Inscrire en D le salaire, suivi du pourcentage indiqué ci-dessus.

9— FRAIS DE GARDE D'ENFANTS

Seuls les contribuables célibataires, veufs, divorcés peuvent déduire (ligne H) les frais de garde d'enfants à charge de moins de quatre ans au 31 décembre 76, dans la limite de 1 800 F. Mais il faut inscrire le nom et l'adresse de la nourrice.

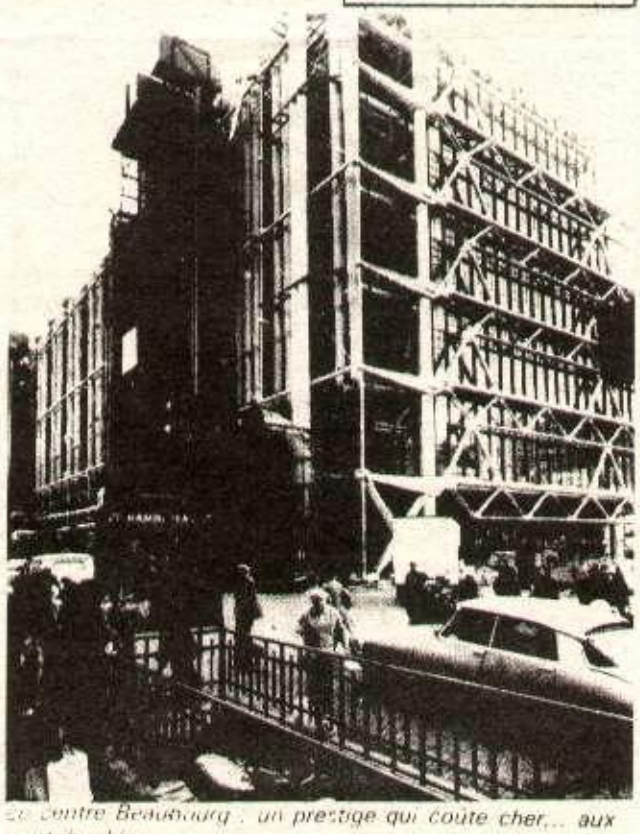
LES CHÔMEURS ET L'IMPÔT

• Il faut déclarer les revenus 76 perçus avant la date du licenciement.

• Les allocations ASSEDIC et allocations complémentaires doivent être déclarées.

• Par contre, les allocations d'aide publique sont exonérées.

• Une fois la déclaration remplie, les textes ont prévu que les chômeurs puissent faire une demande de délai de paiement au percepteur, et une demande de remise sur ses impôts à l'inspecteur des impôts (donner dans la lettre de demande, le détail précis des ressources actuelles).



Le centre Beaubourg : un prestige qui coûte cher... aux contribuables.

QUOTIENT FAMILIAL

(nombre de parts)

Situtation de famille du contribuable

Nombre d'enfants (ou autres personnes) à charge	Célibataire divorcé séparé	Marié	Veuf	Epoux tous deux invalides
0	1 ou 1,5	2	1 ou 1,5	2,5
1	2	2,5	2,5	3
2	2,5	3	3	3,5
3	3	3,5	3,5	4
4	3,5	4	4	4,5
5	4	4,5	4,5	5

BARÊME

REVENU IMPOSABLE (1)	MONTANT DE L'IMPÔT suivant le nombre de parts 1	1,5	2	2,5	3
moins de 6 800	0				
7 000	14				
8 000	111				
9 000	239				
10 000	389	0			
11 000	539	67			
12 000	689	167			
13 000	839	283			
14 000	1019	433	28		
15 000	1219	583	123		
16 000	1419	733	223		
17 000	1619	883	328	9	
18 000	1840	1033	478	78	
19 000	2090	1183	628	178	
20 000	2340	1333	778	278	
21 000	2590	1528	928	378	
22 000	2840	1728	1078	522	134
23 000	3133	1928	1228	672	234
24 000	3433	2128	1378	822	394

REVENU IMPOSABLE (1)	MONTANT DE L'IMPÔT Suivant le nombre de parts 1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5
25 000	3733	2328	1528	972	434	89			
26 000	4033	2528	1678	1122	566	189			
27 000	4344	2760	1838	1272	716	289	5		
28 000	4694	3010	2038	1422	866	389	55		
29 000	5044	3260	2238	1572	1016	489	145		
30 000	5394	3510	2438	1722	1166	610	245		
31 000	5750	3760	2638	1872	1316	761	345	37	
32 000	6150	4010	2838	2022	1466	910	445	101	
33 000	6550	4260	3038	2172	1616	1060	545	200	
34 000	6950	4548	3238	2347	1766	1210	655	300	19
35 000	7350	4849	3438	2547	1916	1361	806	400	69
36 000	7750	5149	3680	2747	2066	1510	955	501	156
37 000	8150	5448	3930	2947	2216	1660	1105	601	296
38 000	8550	5749	4180	3147	2366	1811	1255	700	356
39 000	8950	6049	4430	3347	2516	1960	1405	849	456
40 000	9350	6348	4680	3547	2666	2110	1555	999	556
41 000	9750	6690	4930	3747	2856	2260	1705	1149	[illegible]
42 000	10150	7041	5280	3947	3056	2411	1855	1299	
43 000	10550	7390	5430	4147	3256	2560	2005	1449	8[illegible]
44 000	10950	7740	5680	4350	3456	2710	2155	1599	10[illegible]

(1) Le revenu imposable est le revenu total duquel on a déduit 10% (déduction forfaitaire pour frais professionnels), puis 20% (déduction forfaitaire correspondant à une estimation de la fraude fiscale de l'ensemble des contribuables non salariés).

Devenez «ABONNÉ-AMI»

PROLONGÉ JUSQU'AU 15 MARS

Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- **A un abonnement au choix à :**
  - ☐ Front Rouge
  - ☐ Rebelles
  - ☐ Pékin Information
  - ☐ La Chine en construction
- **Et à un livre ou un disque au choix :**

PARMI LES LIVRES

- ☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- ☐ - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- ☐ - «Révolution et contre révolution en Argentine» de *Gèze et Labrousse*
- ☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic
- ☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- ☐ - L'Antidühring d'Engels
- ☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- ☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- ☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- ☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
- ☐ - Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- ☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
- ☐ - Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

- **Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»**
- **Sur présentation de la carte**

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :
La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J.Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de *Kerampont à Lannion.*
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à *Reims*

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à *Paris.*

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain *«Le Quotidien du Peuple».*

Abonnement normal ..... 300 F ..... ☐
Abonnement de soutien .. *500 F* ..... ☐
Abonnement de soutien ..... F ..... ☐

Mode de versement :
En une fois ☐
En trois fois (échelonné sur trois mois) ☐

NOM (en capitales) .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Ville .....

DANS NOTRE COURRIER

AU MOMENT DES MUNICIPALES
5 FAMILLES OCCUPENT DES LOGEMENTS VIDES DANS L'ILOT SAINT PAUL

TÉMOIGNAGE DE RAYMONDE 34 ANS MARIÉE, MÈRE DE 7 ENFANTS

En 61, lorsque je me marie, je suis mécanicienne sur tissus et Claude, mon mari est lamineur. Notre premier enfant naît l'année suivante. Nous la mettons en nourrice à Morsans - sur -Orge. Mon patron me donne une chambre de bonne rue de Turenne, dans le 3e arrondissement sans eau ni gaz, ni électricité. La nourrice me *prend 300 F par mois, je* dois lui fournir le linge et parer aux frais médicaux.

Nous faisons alors notre première demande de logement rue Turbigo. En 63 le patron de Claude nous sous-loue 2 pièces mansardées, encore sans aucun confort. Nous reprenons notre ainée et une autre fille nait. Moi je quitte mon *travail, et je trouve en 64* une loge de concierge cette fois avec la cuisine, il y a une petite chambre au 1e étage.

3 enfants naissent dans ce logement malheureusement très humide et les enfants *sont toujours malades,* l'assistante sociale réclame pour nous un HLM rue Turbigo.

Nous, mon mari et moi dormons dans la loge, c'est difficile, nous sommes épuisés, et nous nous disputons souvent.

Le propriétaire de l'immeuble appuie la demande de logement avant de nous congédier, et, on nous *donne un HLM de 5 pièces,* 4 seulement plus une alcôve avec fenêtre.

Là on était heureux, le petit avait 8 mois, il ne prenais pas beaucoup de place.

Mais c'est en 70 que Claude a un accident de travail (...)

Après il est allé faire un stage de 16 mois pour se *recycler en comptabilité.* Il était pensionnaire à Fleury et partait le lundi matin par le métro pour revenir le vendredi soir. J'étais seule avec les 6 enfants et enceinte du 7e avec les frais de loyer (ça a augmenté de *480 F en 66 à 850 F* aujourd'hui sans compter l'eau et l'électricité). Et puis Claude a terminé son recyclage, il ne trouvait pas de travail parce qu'il était débutant, là, il s'est inscrit au chômage et s'occupait des 7 enfants en 75 j'ai trouvé des ménages à l'hopital de Bondy.

La maison est depuis trois *quatre ans en banlieue et* elle est invivable. Les 2 filles ainées dorment dans l'alcôve. A l'école c'est surchargé, j'ai vu un psychologue, ils ont des gros retards à l'école, elle m'a dit qu'ils sont normaux mais c'est les conditions ! Il y a toujours des accidents d'enfants dans la rue, il y a une semaine Virginie et moi, nous avons vu un enfant écrasé sur le trottoir, ils ont peur les gosses. La maison déjà le toit est fissuré, ils refont les fenêtres après 10 ans ! Le chauffage, au sol, je ne peux pas le supporter avec mes jambes et pour mon mari c'est pareil avec sa jambe esquintée. En plus on était au 4e on ne pouvait pas bien *monter ni pour l'un ni pour* l'autre. En janvier, Claude a trouvé du travail dans le 1e à Paris, il y a 25 km de Paris à Bondy, nous n'avons pas de voiture, ça nous a décidé à venir ici, on n'a jamais aimé la banlieue ni moi, ni mon mari ni les enfants, on regrettait d'avoir quitté la petite loge.

POURQUOI LA FAMILLE L. A DÉCIDÉ D'OCCUPER UN APPARTEMENT VIDE

J'ai 5 enfants. Depuis 3 ans (avril 74) nous vivions *dans une pièce pourrie de 8* mètres carrés rue Debelleyme Paris 3e.

Depuis des années que j'essaie de m'en sortir, je butte de tous les côtés sans trouver de solution.

En 1971, j'étais allée à la mairie, pour faire une demande de logement. Chaque fois que j'allais me renseigner aux services du logement de la rue de *Turbigo, on me disait qu'il* n'y avait rien pour moi et que je devais attendre.

Finalement, en janvier 76, j'ai reçu la visite d'un enquêteur de la rue de Turbigo qui m'a promis une réponse rapide car mon dossier était complet. J'ai repris espoir.

J'ai fait venir le service d'hygiène *pour faire constater* l'insalubrité de ma pièce. J'ai écrit à M. Dominati, pour qu'il fasse accélérer les démarches et j'ai finalement reçu, en février 76, une lettre de la rue de Turbigo m'annonçant que mon dossier était retenu par la Commission Départementale pour passer en prioritaire. Il m'a fallu quand même attendre encore un an pour comprendre que je n'obtiendrais jamais rien de l'Administration.

Début 77, la rue de Turbigo m'annonce que mon dossier est passé en prioritaire au service des HLM de la rue du Cardinal Lemoine. Dès le lendemain, j'y vais pour m'entendre dire que mon dossier n'est pas là, mais à la rue de Turbigo.

Et le lendemain, à la rue *de Turbigo, on me renvoie,* comme un ballon à Cardinal Lemoine. J'étais hors de moi, décidée à mettre le feu chez moi, s'il le fallait pour obtenir tout de suite un logement. J'ai demandé à l'assistante sociale de l'école où étaient mes enfants d'intervenir. *Elle,* au moins *a* obtenu une réponse de Cardinal Lemoine : *«Oui, mon dossier était bien chez eux, mais il me fallait attendre, car il y avait des prioritaires, inscrits depuis 1969 et qu'il n'y avait rien pour l'instant».*

Devant l'incapacité de l'Administration et ne pouvant plus supporter la vie dans cette pièce, *j'ai alors* décidé d'occuper avec toute ma famille un appartement vide dans le quartier.

COMMUNIQUÉ DE L'INTERCOMITÉ DU MARAIS

La Ville de Paris a laissé ces logements sans entretien pendant des années pour les livrer à une société de rénovation, la RIVP, société d'économie mixte qui chasse les locataires pour le compte des grandes banques.

La lutte de ces cinq familles est la même que la résistance aux expulsions, c'est la lutte pour le droit au logement.

L'intimidation, expulsions, déportation massive en banlieue, c'est la le vrai visage de la rénovation RIVP.

Immeubles pillés, livrés au vandalisme qui sert d'alibi pour refaire des appartements minuscules, de mauvaise qualité, avec le tout électrique, à la charge des locataires : voilà la réalité de la réhabilitation «sociale» RIVP.

Face aux conditions de logement scandaleuses qui leur sont faites, tous les comités de défense des locataires réclament : *Réfection légère, entretien* des immeubles.

Des projets ont été déposés au Conseil de Paris *pour conserver en bon état les immeubles* et maintenir dans le quartier la population modeste. Aucune réponse n'a jamais été faite (...)

Dehors la RIVP ; Solidarité avec les mal-logés !

Intercomité du Marais
7, rue des Lions Saint Paul
75004 PARIS

FRONT ROUGE N° 13
VIENT DE PARAITRE !

SOMMAIRE

Editorial : Avant les municipales

Vie du Parti : Eléments sur la campagne de propagande

Economie : Indice des prix : indice de classe

Notes de lecture :
— «L'argent secret» d'A. Campana
— «La Chine à la mort de Mao» d'A. Bouc

Mao Tsé-toung : «Sur les dix grands rapports»

Chine : Les tâches de combat de l'année 1977

Espagne : Les incertitudes de l'après franquisme

URSS : Shchekino : le capitalisme à visage découvert

Dossier : L'aménagement du territoire et la crise

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

36e épisode

Plus question de se jeter dans ses bras ! Terro vivant était plus difficile à aimer que Terro à moitié mort. La jeune fille se fit brusque :

— Voulez-vous bien vous coucher tout de suite !

Elle ne savait sur quel ton parler. Ces ordres ne la compromettaient pas. Elle prépara du thé ; inutilement : l'Espagnol s'endormit aussitôt allongé.

Mme Catillon envoya Etienne en expédition. Elle lui donna une liste des fermiers de la vallée.

— Celui-là, il est riche, il peut donner un lapin. Celui-ci, demande-lui une demi-douzaine d'œufs. Si quelqu'un refuse, dis-lui de la part de la mémé qu'il est un con, et que je passerai le voir demain. Nom de Dieu ! Je voudrais bien voir ça !

Déjà, elle s'imaginait que X ou Z refusait un poulet. Elle brandissait un pain de deux livres et criait vengeance.

— Et puis, tu iras à Tourtres. Dis au meunier de te donner deux kilogs de farine... Que c'est pour un petit gars blessé, et de la part de la mémé. C'est un brave homme, il t'en donnera vingt.

Etienne partit de bon matin dans la carriole de Jouclar. Il emportait des cageots vides pour sa future basse-cour. Il lui fallut cinq heures pour rassembler sa ménagerie. Au nom de la mémé, les poulaillers s'ouvraient, les œufs sortaient des placards. Les plus avares en donnaient une douzaine. Chacun payait son verre à l'ambassadeur de Mme Catillon mère.

Des buffets, Etienne voyait surgir des bouteilles vertes, bleues, jaunes ou rouges, dont le contenu allait se mélanger dans son estomac, illuminant son visage d'un arc-en-ciel d'alcool. Juché sur le siège de la carriole, Etienne se prenait pour Apollon. Il s'identifiait au soleil qui lui tapait sur la tête. Il penchait d'un côté, puis de l'autre, appelant Laure la jument de Jouclar. Il chantait à l'unisson des sept poules de ses cageots. Il saluait les bûcherons, les vieilles gardant leurs chèvres, les militaires à moto.

Quand il rentra, sa mère dut le coucher. Il avait une mine étonnante, mais le cœur n'y était plus.

Les Allemands lancèrent une attaque dans le défilé des Ecouges. Repoussés avec des pertes sévères, ils renoncèrent à tenter ce genre d'expéditions, tant qu'ils n'auraient pas réuni les effectifs suffisants.

Les Français attendaient l'attaque allemande et l'envoi des renforts promis. Ils s'étaient repliés sur des lignes plus étendues, donc plus précaires. Saint-Nizier perdu, il leur fallait défendre le col de la CroixPerrin, la Goule Noire, la forêt d'Herbouilly, Valchevrière et Bois Barbu. C'était le prix de leur première défaite.

III

MASSIF ET SILENCIEUX, Henri Morestel errait dans les rues de Londres, plus seul que dans les forêts du Vercors. Là-bas, le montagnard touchait le roc, brunissait au soleil, se reposait à l'ombre. Ici, il flottait à contre-courant parmi des millions de personnalités indifférentes.

Et impossible d'en sortir !

Arrivé à Londres en janvier, il était frappé par l'interdiction de circuler mise en vigueur par les Alliés à la veille du débarquement. Comme des milliers d'étrangers dans son cas, il tournait en rond, tantôt arrêté par les quais de la Tamise, tantôt perdu dans les faubourgs infinis de la banlieue, tantôt saisi par le tournis des rues bombardées de la Cité de Londres.

Quinze juin ! Une première page de journal, marquée des semelles d'un passant, traînait dans le ruisseau les communiqués de Normandie. Morestel suivit, tête penchée, la feuille bientôt engloutie par une bouche d'égout.

Un éclopé de la première guerre barrait le trottoir de sa béquille, profitant du patriotisme renouvelé par la deuxième guerre pour gagner son pain.

Morestel lança du pouce un penny dans sa casquette.

— *God bless you, my good man !*

(a suivre)

SPORTS

le ski nordique - 3

CONSEILS POUR DÉBUTER

Le temps est beau (il n'y a pas de brouillard), et il y a de la neige (nous avons pris soin de nous en assurer la veille, en consultant le journal ou en téléphonant). Une fois arrivé sur le terrain, il faut d'abord chausser correctement les skis : planter les bâtons à portée de main, engager la chaussure, bien à fond et fermer la fixation solidement mais sans excès (l'extrêmité de la chaussure ne doit pas être déformée). Les deux pieds chaussés, régler les dragonnes des bâtons, et les passez aux poignets en faisant repassez l'extrêmité des lannières dans la paume de telle sorte que la main les serre en même temps que le poignet du bâton.

LE PAS ALTERNATIF (OU PAS GLISSÉ)

Chercher à glisser d'un pied sur l'autre , en faisant des pas très courts au début jusqu'à ce qu'on arrive à pouvoir glissr complètement sur un ski puis sur l'autre, alternativement. Imaginez qu'on fait du patin à roulettes. Trouver progressivement son équilibre personnel, en ayant pour règle stricte de toujours glisser sur le ski avant, le corps au-dessus du pied qui glisse, et de pousser avec la jambe qui est derrière. Les bras accompagnent le mouvement des skis, les bâtons aidant à la propulsion et au maintien de l'équilibre. Veiller à ne pas être raide et à avoir naturellement le corps en extension vers l'avant. Le pas alternatif permet de se déplacer sur terrain plat et en montée faible.

LE CHASSE-NEIGE

Le chasse-neige est un mouvement élémentaire également en ski alpin, qui permet de s'arrêter. Il est donc impératif de maitriser ce mouvement le plus tôt possible. Choisir un terrain en pente douce, se terminant par une légère remontée ou un grand plat ; se mettre face à la pente, en se retenant sur les bâtons plantés devant soi. Se lancer avec culot et sans céder à la facilité de s'asseoir dès que l'on sent que cela va un peu vite. Adopter une position basse (presque assise mais le corps penché en avant), le poids du corps sur les talons, les genoux souples jouant le rôle de suspension,

les bras bien écartés de part et d'autre du corps, les bâtons en arrière servant de balanciers.

Une légère avancée d'un ski par rapport à l'autre donne plus de stabilité longitudinale. Pour amorcer le chasse-neige, se relever légèrement (mais sans bousculer en arrière), ramener l'extrêmité des skis l'un contre l'autre en formant un «V» que l'on ouvrira progressivement en inclinant les skis vers l'intérieur, tout le poids du corps étant porté sur les pieds ainsi tournés et inclinés. On obtient alors l'effet typique du chasse-neige et l'on s'arrête alors sans difficulté. Si, comme c'est normal, on ne réussit pas le mouvement au début, et si on sent la chute inévitable, alors là, seulement, s'asseoir pour éviter la chute en avant par laquelle on risquerait de se blesser.

LE PAS TOURNANT

Quand on sait avancer et s'arrêter, il faut savoir tourner. Toujours sur la même pente douce, se fixer un obstacle (un sapin par exemple) que l'on se donnera comme objectif de contourner. Le mouvement de départ est le même que pour le chasse-neige, seulement on ne met en mouvement, dans un premier temps qu'un seul ski (celui opposé à la direction dans laquelle on veut tourner : pour un virage à droite, le ski gauche, pour un virage à gauche, le ski droit) ouvrant ainsi un «V» irrégulier dont une branche est constituée par le ski que l'on oriente dans la direction voulue, l'autre par le ski qui n'a pas changé d'orientation. Dans un 2e temps, on ramène ce dernier ski côte à côte du premier, obtenant ainsi deux ski parallèles. On a changé de direction, mais si l'on veut effectuer un virage complet, il faut répéter plusieurs fois l'opération. A noter que le poids du corps doit se porter sur le ski qui est à l'origine du changement d'orientation. Le pas tournant que nous avons décrit est élémentaire. Dès que l'on a un peu de pratique, l'on effectue le pas tournant de manière plus dynamique à partir d'un «V» inversé (par rapport au chasse-neige). Le pas tournant est aussi utilisé pour ralentir sa vitesse ou même s'arrêter (de préférence au chasse-neige peu élégant).

LE PAS DE MONTÉE

Comme son nom l'indique, ce pas sert à monter les pentes plus ou moins raides. Ils sont aussi utilisés aussi exceptionnellement, lorsque l'on rencontre, hors piste, une neige très profonde. Attention à ne pas maintenir ce pas sur le plat après la montée. En montée, le pas alternatif est réduit en amplitude et accéléré en rythme. Il faut :

- Courir en réduisant la glissée jusqu'à la supprimer.
- toujours garder un appui sur une main au cas où les skis relâcheraient.
- Dans les cas de montée très raide ou très glissante (neige gelée), monter en canard ou carrément en escalier.
- Se donner à fond et récupérer après la montée en reprenant un pas alternatif normal ou une position de détente selon le terrain.

Thierry WALTER

Programme télé

MARDI 1e MARS

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - GLUP
18 h 40 - L'Ile aux enfants
19 h 00 - Les tintins
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte !
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'homme et le sport
22 h 20 - Jazz a Juan
22 h 50 - JOURNAL ET FIN

A 2

18 h 00 - Fenêtre sur
18 h 35 - Les histoires de l'histoire
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'incident. *Film américain de Larry Peerce (1967)*
23 h 45 - JOURNAL ET FIN

FR 3

18 h 10 - Emission du secrétariat d'État aux Universités
18 h 45 - Émissions pour la jeunesse.
19 h 05 - Émissions régionales. Caractères.
19 h 40 - Scènes de la vie de Province.
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de vingt heures. *À Strasbourg*
20 h 30 - Le clan des irréductibles. *Un film de Paul Newman (1971)*
22 h 15 - JOURNAL ET FIN

TCHÉCOSLOVAQUIE -2-

INTEGRATION ECONOMIQUE ET NORMALISATION POLITIQUE

La proximité de la conférence de Belgrade prévue pour le milieu de cette année et qui doit faire le point sur l'application des accords d'Helsinki contribue à renforcer les luttes menées en URSS, et dans toute l'Europe de l'Est, contre la dictature des nouveaux bourgeois impérialistes du Kremlin. Longtemps baillonnée réduite au silence, l'opposition se manifeste aujourd'hui avec force non seulement en URSS, mais aussi en Pologne, en Tchécoslovaquie, aidant à révéler dans le monde entier la véritable nature du «socialisme» à la Brejnev.

Dénonçant du bout des lèvres les exactions les plus criantes des responsables du Kremlin, les responsables du P«C»F tentent de minorer les révélations apportées sur le capitalisme d'État soviétique ... au nom de la préservation de la détente ! C'est aussi au nom de la «détente» qu'il ne faut pas compromettre que Giscard a refusé de recevoir Amalrik ! Pour les marxistes-léninistes le soutien à l'opposition démocratique en Europe de l'Est, est partie intégrante des tâches révolutionnaires. Cette série d'articles sur l'Europe de l'Est, la dimension de l'oppression soviétique qui y sévit, et les luttes qu'elle suscite entend contribuer à ce soutien.

Chaque année à Brno a lieu la foire internationale des constructions mécanique. L'année dernière, du 15 au 23 septembre s'est tenue la 18e qui a regroupé plus de 2 000 firmes de 29 pays et, selon Mr Barcak, ministre du commerce extérieur tchécoslovaque le volume global des contrats signés s'élève à 32,5 milliards de couronnes — 21,5 milliards pour les exportations de machines et d'installations et 11 milliards réservés à l'équipement des entreprises tchècoslovaques en technique de pointe de l'étranger —.

A cette foire étaient présents, outre les pays de l'Est, un certain nombre de pays occidentaux dont la RFA, premier partenaire occidental de la RST en particulier depuis la signature du traité germano-tchècoslovaque du 11.12.1973 qui annule l'accord de Munich du 29.9.1938.

Pour bien situer l'importance de cette foire pour l'économie tchècoslovaque, il faut savoir par exemple qu'en 1975, 48 % des exportations de la République Socialiste Tchècoslovaque provenaient de l'industrie mécanique, contre 20 % en 1948. On peut dire que ce secteur est le moyen essentiel d'assurer les importations dont le pays a besoin. Cet héritage est ancien puisqu'il date de l'empire austro-hongrois qui avait fait de la Bohême et de la Moldavie son centre industriel, au profit des hommes d'affaires de Vienne.

A la 25e session du Centre Aide Économie Mutuel, qui a eu lieu en juillet 1971 à Bucarest apparait pour la première fois le terme «d'intégration» : ce resserrement de Moscou sur les pays d'Europe centrale fait suite, entre autres, à l'occupation de la R.S.T. par les troupes soviétiques. D'où l'adoption, à cette session du *«programme complexe d'approfondissement et de perfectionnement ultérieur de la coopération et du développement de l'intégration socialiste des pays du C.A.E.M.»*

En d'autres termes, nous assistons à une accentuation très nette de la domination de Moscou par :

- Les consultations mutuelles de politique économique pour l'harmonisation de la coopération en matière de travail et de salaires.
- La commission permanente de statistiques.
- La planification commune et la coordination des plans quinquennaux.

En plus, depuis peu, des projets «communs» sont imposés par les Soviétiques qui font supporter le financement de l'infrastructure permettant l'importation des matières premières aux pays dépendants.

C'est par exemple le gisement de gaz naturel d'Orenbourg (Oural) relié par un pipe-line de 2 750 km à la frontière occidentale de l'URSS : la R.S.T. en assure avec sa propre main-d'œuvre, la construction d'un tronçon d'environ 600 km.

Pour les gisements d'amiante de Kimbaev (près d'Orenbourg), la R.S.T. doit fournir 8,4 millions de roubles pour «aider» à l'exportation. Pour la période 1976-80, il est prévu une dizaine de projets presque tous situés en URSS dont le coût atteint 14 milliards de dollars.

Au travers de la coopération vue par les Soviétiques, les pays importateurs subissent deux fois l'exploitation. Une fois en payant les matières presque au cours mondial et une deuxième fois en payant les frais d'exploitation.

Locomotive fabriquée en Tchécoslovaquie pour l'URSS

Le 6e plan 1976-80 de la RST prévoit les résultats suivants :

Accroissement moyen annuel en pourcentage :

	71-75	Plan 76-80
Production nationale nette	5,7	4,9-5,2
Production industrielle	6,7	5,7-6
Salaires réels	3,6	2,5-2,9
Commerce extérieur	12,1	6,2-6,5
Production agricole	2,6	2,7-2,9

Les chiffres que nous voyons vont dans le sens d'une baisse, toute relative mais les prévisions du commerce extérieur sont plus étonnantes.

Pour ce secteur, il semblerait que l'importante augmentation du pétrole soviétique, qui diminue les exportations de la R.S.T. vers l'Ouest ce qui les oriente du même coup vers l'URSS, l'emporte sur le fait que la hausse des emprunts à l'Ouest incite les pays créanciers à ouvrir leurs frontières afin d'assurer le remboursement des prêts malgré que pour ces derniers la conjoncture économique les pousse à minimiser les importations.

La production agricole qui devait augmenter pour palier aux mauvaises récoltes de 1975 se maintiendra tout au plus. D'après les premières estimations la récolte de 1976 serait inférieure d'un tiers à celle de 75. Déjà, il y a quelques mois, M. Strougal, président du gouvernement fédéral, a annoncé que la Tchécoslovaquie devra importer pour plusieurs milliards de couronnes de produits agricoles.

Dans ce sens, les chiffres des trois premiers trimestres de 1976 permettent de constater une diminution des exportations vers l'Ouest de l'ordre de 3 % et parallèlement une augmentation des importations venant de ces pays de 7 %, le tout augmentant le déficit commercial qui était de 500 millions de dollards pour 1976, en fait le plus bas du C.A.E.M.

Dans le domaine des matières premières, la R.S.T. en particulier pour les hydrocarbures est presque totalement dépendante de l'URSS.

Importations de 1972

- Charbon 5,6 millions de tonnes dont 2,9 de l'URSS.
- Pétrole : 13,2 millions de tonnes dont 12,9 de l'URSS.
- Minerai de fer : 13,2 millions de tonnes dont 11,4 de l'URSS.

Dernièrement, la hausse des prix du pétrole soviétique, d'environ 30 %, a une fois de plus détérioré les termes de l'échange, cette augmentation n'étant pas compensée par une révision du prix des exportations de la R.S.T. dont le premier vice-ministre du commerce extérieur. M. Mares a annoncé récemment dans un article que *«l'économie tchécoslovaque dépend dans une grande mesure des sources étrangères de matières premières et d'énergie. A l'avenir, elle va également manquer de main-d'œuvre. Ces conditions concrètes prédéterminent la structure des exportations de produits des constructions mécaniques et l'orientent vers des branches qui n'ont pas besoin d'une grande quantité de matières premières et d'énergie, où l'on peut efficacement appliquer les résultats des recherches scientifiques et le travail hautement qualifié des spécialistes».* Il a ensuite avoué que *«les plans d'exportations sont coordonnés avec les besoins croissants de l'économie soviétique».* En 1975, la Tchécoslovaquie a chiffré ses économies énergiques à plus de 5 millions de tonnes en équivalent charbon, et elle a d'autre part intensifié la production de charbon.

Depuis peu, la R.S.T. ainsi que les autres pays de l'Est varient leur approvisionnement en matières premières. Les pays du Tiers-Monde et plus particulièrement ceux du Moyen-Orient deviennent des fournisseurs pour l'Europe Centrale. Ainsi à la fin du mois de novembre 1976, M. Strougal s'est rendu à Téhéran pour signer un contrat portant sur la livraison de gaz iranien, pour un montant de plus de 2,5 milliards de dollars pour la période 1981-2003. C'est le premier contrat de cette importance que la R.S.T. signe avec un pays qui n'appartient pas au C.A.E.M. Dans cette affaire le gaz avant d'arriver en R.S.T. transitera par Moscou ce qui permettra aux Soviétiques de prélever au passage des bénéfices importants.

Dans un avenir assez proche, la R.S.T. sera de plus en plus «tentée» de développer son commerce extérieur avec l'Ouest et les pays du Tiers-Monde : ce qui, du point de vue des prix, l'aiderait à rétablir les termes de l'échange affaiblis par les hausses du prix des importations soviétiques, en réalisant des prix à l'exportation plus conséquents que ceux autorisés par l'URSS au sein du C.A.E.M.

Cette démarche en contradiction avec les ambitions soviétiques pourrait bien devenir à moyen terme, une cause supplémentaire à la révolte et à la volonté d'indépendance des peuples tchèque et slovaque.

Jan ROLDE

MOBILISATION CONTRE LA POLOGNE

TRADUIT DE «LISTY» DÉCEMBRE 1976

Il n'est pas sans intérêt de noter qu'au moment des grèves et manifestations ouvrières en juin 76, le régime d'occupation tchécoslovaque se préparait à fournir «l'aide fraternelle» à la bureaucratie menacée à Varsovie. Dans de nombreuses régions tchèques, surtout celles de la frontière de la Pologne, étaient convoqués dans les casernes, les réservistes et les troupes consignées dans l'armée et dans la police.

Au Nord de la Moravie par exemple, dans la nuit du 25 juin 76, tous les chauffeurs de camions ont été convoqués par la police, afin qu'ils se rendent immédiatement, avec leur camion dans les aéroports de l'armée se trouvant à proximité de la frontière polonaise.

D'après l'un des participants de cette action, dans un des aéroports militaires se sont concentrés environ 3 000 véhicules. Des «rencontres» semblables ont eu lieu aussi dans le département voisin. Les chauffeurs ont dû attendre dans leur camion, sans qu'une explication leur ait été fournie ni d'autres instructions données. Qu'il s'agissait de mesures exceptionnelles et imprévisibles, un autre fait en témoigne : il n'y avait pas dans plusieurs endroits assez de nourriture et d'eau, ainsi quelques uns sont restés sans manger et sans boire.

Après 48 heures d'attente et de panique, ils étaient renvoyés sur chez eux. Cependant ils ont dû s'engager à garder le silence le plus strict sur tout ce qu'ils ont vu. Malgré tout, nombre d'entre eux ont vu dans les aéroports militaires, toutes sortes d'avions militaires concentrés, destinés à transporter les militaires et les parachutistes. Même à l'aéroport de Prague ont été ainsi préparés à décoller 40 gros avions.

Il est utile de noter que le mécanisme de «l'aide fraternelle» est toujours maintenu en place et peut-être déclenché n'importe quand à la suite des ordres de Moscou et de Milovice. (1)

(1) Ville où est situé le quartier général des troupes soviétiques.